

LES JOUETS : qui est roi, DOSSIER
l'enfant ou le commerce ? P. 7 à 10

lutte
ouvrière

ESPAGNE :
l'arrestation
de
Santiago
Carillo

P. 16

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 434 - 25 décembre 1976 - prix : 3 F

NOEL DANS L'INFLATION



C'EST
AUX
PATRONS
DE
PAYER

SIDÉRURGIE : quand les trusts planifient,
9000 travailleurs perdent leur emploi

P. 11

Sommaire

DANS LE MONDE

Page 5 :

- L'échange Boukovsky-Corvalan : le plus beau « marché du siècle » pour l'impérialisme.
- Italie du sud : le sort révoltant des enfants au travail.

Page 6 :

- Crise gouvernementale en Israël.
- L'ordre syrien règne à Beyrouth.
- Iran : les assassins et leurs complices.
- Conférence de l'OPEP : la pression de l'impérialisme.

EN FRANCE

Page 4 :

- L'amiante en question.
- Hôpital : des prix cinq étoiles !
- Mourir de froid et de faim en 1976.

Page 11 :

- Sidérurgie : quand les capitalistes planifient.
- Citroën-Aulnay : un juge dans l'usine.
- Les nouveaux enquêteurs de l'ANPE.

Page 12 :

- La Belle Jardinière en grève.
- Assurances Abeille-Paix : une semaine de lutte.

DOSSIER

Pages 7 à 10 :

LES JOUETS :

- Qui est roi : l'enfant ou le commerce ?
- Moins pour les jouets, plus pour les enfants.
- Quel avenir pour les jouets ?

DIVERS

Page 13 :

- Quelques livres à lire, à offrir ou à se faire offrir.
- Théâtre : La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit entre ses bras.

Pages 14-15 :

- Films : Edvard Munch, la danse de la vie ; King Kong ; Affreux, sales et méchants ; Un mari, c'est un mari.
- Les comédiens de la télévision toujours en grève.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Il ne suffit pas d'être au-dessus de la mêlée pour éviter les coups

« 1977 ne sera pas facile » a déclaré Giscard à Chamalières dans l'entretien télévisé qu'il avait préparé avec le journaliste de service, J.-P. Elkabache. Il n'y avait rien de bien nouveau dans ses propos sur la situation économique, assortis d'une incitation à l'effort et à la patience. C'est le thème de toutes les interventions de Giscard et de Barre depuis quelques semaines.

Mais Giscard a aussi abordé les problèmes politiques, et d'une manière plus nouvelle. « Le président

de la République, a-t-il dit, n'est pas un chef de parti. Il est au-dessus des partis. Donc je me tiens et me tiendrai au-dessus des partis. »

Cette réaffirmation du rôle du chef de l'Etat intervient au moment même où la majorité est publiquement divisée — même si les formes extérieures de l'unité de vues sont maintenues — et au moment où les sondages et les enquêtes donnent l'Union de la gauche gagnante aux prochaines élections. Tout se passe comme si Giscard prenait quelque peu ses distances par rapport à la majorité et s'apprêtait

à remplir sa fonction en toute autre circonstance politique. Ces propos peuvent préparer le terrain pour les élections législatives de 1978.

Pour cet objectif, Chirac se préoccupe de renforcer la droite pour tenter de vaincre l'Union de la gauche. Giscard, dont le septennat va jusqu'en 1981, se prépare, peut-être, lui à l'autre éventualité. Ce n'est pas une simple répartition des tâches. Giscard entend assurer la continuité... dans le changement de majorité.

Vers un apaisement de la rivalité gaullistes-giscardiens

Le week-end dernier, Barre et Chirac se sont rencontrés. Encore une fois, rien n'a filtré de ces entretiens. Mais les commentateurs ont laissé entendre qu'ils auraient été détendus, voire cordiaux, et que d'autres suivront.

Cela peut paraître surprenant, quelques jours à peine après que chiraquiens et giscardiens se soient publiquement et à plusieurs reprises empoignés violemment. On se souvient des amabilités que les gaullistes avaient servies au gouvernement lors de la naissance du RPR à la Porte-de-Versailles... et de la volée de bois vert qui y avait répondu au congrès des Jeunes Giscardiens.

En fait, il semble bien que les violentes luttes oratoires entre Républicains Indépendants et gaullistes soient sur le point de se calmer. En effet, ce qui les avait déclenchées, c'est l'opération politique lancée par Chirac à la fin août. Cette opération ayant réussi — stoppant la reculade de l'UDR devant les giscardiens et rétablissant un rapport de forces plus favorable aux gaullistes —, les hostilités ouvertes entre les deux grands partis de la majorité peuvent donc connaître un répit. Pour un temps au moins.

Et il est probable que les états-majors gaullistes et républicains indépendants souhaitent mettre une sourdine à un affrontement qui ne pourrait — s'il se développait — que provoquer une crise politique et finalement favoriser peut-être la gauche. La rencontre Chirac-Barre s'inscrit alors dans la logique des intérêts généraux de la majorité, dans la perspective des municipales au printemps et des législatives de l'an prochain.

Cette tactique d'attente suppose que chacun tienne bien ses troupes en main et ne soit pas entraîné par elles plus loin qu'il ne le souhaiterait. Mais entre la critique voilée et le soutien ouvert, la marge de manœuvre est étroite. C'est tout le problème de la majorité.

Pierre LAFFITE

La préparation des municipales : le PS entérine les exceptions

Lors de sa dernière convention nationale, qui s'est tenue le samedi 18 décembre, le Parti Socialiste a examiné divers problèmes posés par les prochaines élections municipales.

En ce qui concerne les 229 villes de plus de 30.000 habitants, les seules dont la situation était examinée, plusieurs cas se présentaient.

Dans plus de la moitié des villes, un accord est d'ores et déjà conclu et publié, comme par exemple à Saint-Etienne, Lille ou Calais. Dans d'autres municipalités, un accord de principe est réalisé mais les négociations butent encore sur des problèmes de répartition au sein des listes. C'est le cas, entre autres, à Limoges, Clermont-Ferrand, La Seynes, Avignon, Charleville-Mézières. Ont été examinées aussi les villes où il y a des divergences sur les têtes de liste. Telle est la situation en particulier à Blois, Le Creusot, Créteil, Aurillac, Villeurbanne, Châteauroux.

Enfin, et ce fut là le petit événement qui a marqué cette convention, trois demandes d'exception ont été formulées : Marseille, Laval, Aix-en-Provence. Pour les deux derniers cas, le PS se présentera seul aux suffrages des électeurs, tandis que pour Marseille une interprétation quelque peu particulière de la stratégie de l'Union de la gauche a été émise

et approuvée. Le PS présentera des listes séparées dans les divers secteurs de la ville mais la municipalité comprendrait, elle, des élus communistes, dans la mesure où ceux-ci seraient majoritaires dans certains secteurs électoraux.

De telles exigences ont bien entendu accentué l'inquiétude du PC quant à la place que son partenaire socialiste lui réserve. Mais le PC s'est montré assez discret dans ses commentaires. Il s'en tient, lui a-t-il dit, à l'accord national de juillet dernier. Néanmoins cet accord n'a pas réglé tous les problèmes et ce qui se discute aujourd'hui est fonction du nouveau rapport de forces au sein de l'Union de la gauche. Le PC souhaite, lui, que les marchandages se fassent sur la base des anciens résultats électoraux, chose que refusent les socialistes qui font, eux, valoir leur récente progression marquée lors des dernières partielles.

Qui des deux partis pliera aux exigences de l'autre ? On peut le voir dès aujourd'hui au ton des articles de l'Humanité : c'est le Parti Communiste, car c'est lui qui a le plus besoin de l'unité pour être reconnu en tant qu'organisation nationale et responsable, lui qui, pour espérer accéder aux responsabilités gouvernementales, ne peut pas se passer de l'appui de son encombrant partenaire.

Georges LATTIER.

L'accident du car scolaire de Lyon

Mardi 21 décembre, à Lyon, treize handicapés et leur monitrice sont morts, noyés, dans l'accident du car de ramassage scolaire qui, vers 19 h 30, les ramenait chez eux. Le car circulait dans le quartier situé le long du port Edouard-Herriot. Dans le brouillard particulièrement épais ce soir-là, la visibilité ne dépassant pas cinq mètres, le chauffeur a perdu sa route, franchi l'entrée du port et, rien ne lui barrant le passage, le car a continué tout droit pour brusquement s'enfoncer dans les eaux du Rhône.

Si le brouillard peut expliquer cet accident, il n'en est nullement la seule cause. Tout le monde s'accorde à dire que le quartier du port est un dédale de rues particulièrement trompeur, même sans brouillard. Et surtout, rien ne barre l'entrée du port ; seul un panneau en interdit l'accès. Le danger était connu puisqu'il y a un an, dans des conditions analogues, une famille entière avait disparu, noyée, la voiture étant tombée dans le Rhône. Depuis, rien n'avait été fait.

Qui plus est, selon certains témoignages que Le Monde rapporte, le véhicule n'était pas en bon état et les freins auraient pu lâcher. Les résultats de l'enquête ne sont pas encore connus. Mais quand on sait que la plupart du temps les bus mis à la disposition des transports scolaires, par manque de moyens financiers, sont vieux et usagés, si ce n'est hors d'état de rouler, cela n'aurait rien de surprenant.

Alors oui, bien sûr, le brouillard a provoqué l'accident. Mais ce n'est pas lui qui est seul responsable de la mort des quatorze victimes.

Romain DELAGE.

LUTTE OUVRIERE

Noël dans l'inflation c'est aux patrons de payer

Dans quelques jours arrive la première échéance du plan Barre, la fin de la période de blocage des prix. Ce n'est pas une plaisanterie : dans quelques jours les prix, officiellement bloqués depuis trois mois, vont cesser d'augmenter de 0,9 % par mois — indice officiel — pour gagner leur vitesse de croisière, en liberté.

Afin d'atténuer les effets de cette libération, le gouvernement a prévu une baisse autoritaire de la TVA de 2 %, en espérant que industriels et détaillants auront le civisme de répercuter cette baisse sur leur prix en hausse. Ce n'est pas plus une plaisanterie. Cela s'appelle le plan Barre et on assiste à son application systématique.

En clair, cela veut dire que la période d'essai est terminée, la période mise en condition psychologique avec bluff sur le blocage des prix fait place à un plan délibéré de hausse et d'atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs. « Je serai ferme » a déclaré Raymond Barre et il a rappelé, en substance, qu'il ne faut pas que les patrons accordent d'augmentations de salaire supérieures à la hausse estimée du coût de la vie — encore une belle escroquerie que cette hausse de 6,5 % ! Il ne faut pas que les contrats dits de progrès, ou les accords d'entreprise, contiennent des clauses de progression du pouvoir d'achat. Il faut au contraire augmenter les restrictions et les efforts, et il faut une durée suffisante de sacrifice pour que cela produise des effets.

Le langage de moraliste papelard cache mal la volonté systématique des possédants de traverser la période difficile de la crise en faisant payer la note aux travailleurs. Par le biais de l'inflation, des restrictions et des licenciements, la bourgeoisie et l'Etat à son service puisent délibérément dans la poche des travailleurs et des retraités. Et derrière les grands mots d'intérêt national et d'effort pour tous, il y a la volonté d'une classe de faire payer à l'autre, aux plus démunis, les frais d'une situation économique aggravée.

L'exemple des mesures concernant l'économie

de pétrole est caractéristique : sous prétexte de ne pas augmenter la part du budget destinée à payer les achats de pétrole — 55 milliards —, le gouvernement propose des restrictions sélectives. C'est ainsi que le chauffage domestique sera contrôlé, la vignette augmentée, tandis que les industriels se voient octroyer des primes pour investir dans des réalisations visant à réduire les consommations d'énergie et qu'une enveloppe de 1 milliard de francs est destinée à inciter financièrement les industriels à « économiser l'énergie ».

En fait, tout le plan Barre est un plan de classe. Par le système des dégrèvements et allègements fiscaux, des prêts aux sociétés, le gouvernement ménage ouvertement les industriels et les entreprises moyennes. Il encourage par contre les patrons à licencier et porte des coups très durs au pouvoir d'achat des travailleurs.

Tout le reste n'est que poudre aux yeux et hypocrisie. Les travailleurs, eux, ont conscience que 1977 « sera une année difficile », a déclaré benoîtement Giscard d'Estaing. Reste à savoir pour qui ?

Les bourgeois veulent faire payer les travailleurs. Les travailleurs, eux, ont les moyens de résister et de faire payer les bourgeois. Ils ont les moyens d'imposer que les efforts et les sacrifices soient pris en compte par les possédants. Ils en ont les moyens et ils en ont le droit. Car toutes les richesses produites, toutes les usines qui tournent, ne vivent en dernier ressort que du travail des producteurs. C'est leurs efforts qui ont gonflé le capital et l'ont converti en moyen de production. Sans eux, rien n'existerait.

Aujourd'hui que la crise est là, cette richesse doit servir à tous, ce doit être le fonds commun où puisent les plus pauvres pour passer le cap difficile.

Cela ne se fera pas tout seul. Mais les travailleurs savent qu'ils n'ont jamais rien eu de substantiel sans lutte. Et aujourd'hui, c'est une question vitale pour eux.

L'année 1977 sera ce que nous la ferons.

Arlette LAGUILLER

De la poudre aux yeux

Mercredi 22 décembre, le procureur de la République de Pontoise a requis la fermeture de l'hyper-marché d'Argenteuil, pendant cinq jours, pour infraction au blocage des prix. Une peine de prison avec sursis a été demandée pour le directeur ainsi qu'une amende.

La direction du magasin est accusée d'avoir augmenté de 0,4 % à 32,7 % les prix de 24 articles alimentaires.

Le jugement sera rendu le 6 janvier et, en attendant, ce supermarché pourra remplir ses coffres en profitant de la période des fêtes, sans compter que la condamnation définitive sera sûrement bien moins sévère que les peines requises.

Mais ce réquisitoire contre ce supermarché semble bien dérisoire, une semaine avant que le gouvernement ne donne officiellement le feu vert à l'augmentation des prix. Sans doute ne reproche-t-on à cet hypermarché que d'avoir devancé de 15 jours le signal du départ.

Un verdict d'apaisement

Le tribunal correctionnel de Lyon vient de rendre son verdict dans l'affaire de la destruction du boeing d'Air France le 7 septembre dernier sur l'aéroport d'Ajaccio, par les autonomistes corses.

Sur les 22 prévenus, l'un a eu un an de prison ferme, non couvert par le temps de prévention. Quant aux autres, leurs peines s'échelonnent de 15 jours à huit mois de prison avec pratiquement le sursis pour tous.

C'est incontestablement un verdict d'apaisement de la part du gouvernement qui ne tient pas à envenimer les choses actuellement.

D'autant qu'au même moment, plusieurs

jeunes avaient engagé une grève de la faim pour protester contre l'arrestation d'un autonomiste, Marcel Lorenzoni, le 1^{er} juillet dernier, accusé d'avoir participé à un attentat contre un dépôt d'hydrocarbures à Gennevilliers. Dans le même temps plusieurs attentats, dont certains revendiqués par le Front de Libération National Corse, ont été effectués notamment contre les caves appartenant à un rapatrié d'Afrique du Nord.

Il n'est donc pas surprenant que, dans un tel contexte, la justice — et le gouvernement, car ce verdict est politique —, ait fait preuve de relative clémence. Le gouvernement ne tient pas à envenimer le climat à quelques mois des municipales. Si, à l'époque de l'attentat contre le

boeing, la population corse n'avait pas approuvé ce geste, la répression contre des militants autonomistes a réveillé la sympathie de la population. Sans approuver toutes les actions des autonomistes, la population corse se retrouve en majorité derrière eux quand la répression frappe.

A NOS LECTEURS

En raison des fêtes, notre journal paraît exceptionnellement sur 16 pages. Pas de panique : il retrouvera sa pagination normale le 8 janvier 1977.

L'hospitalisation : des prix cinq étoiles !

● Le Conseil de Paris a décidé d'augmenter de 14,5 % le prix de la journée d'hôpital à l'Assistance publique. Ce prix n'était sans doute pas assez exorbitant encore. Il sera de 475 francs par jour en médecine générale, de 690 F en médecine spécialisée et 755 F en chirurgie spécialisée.

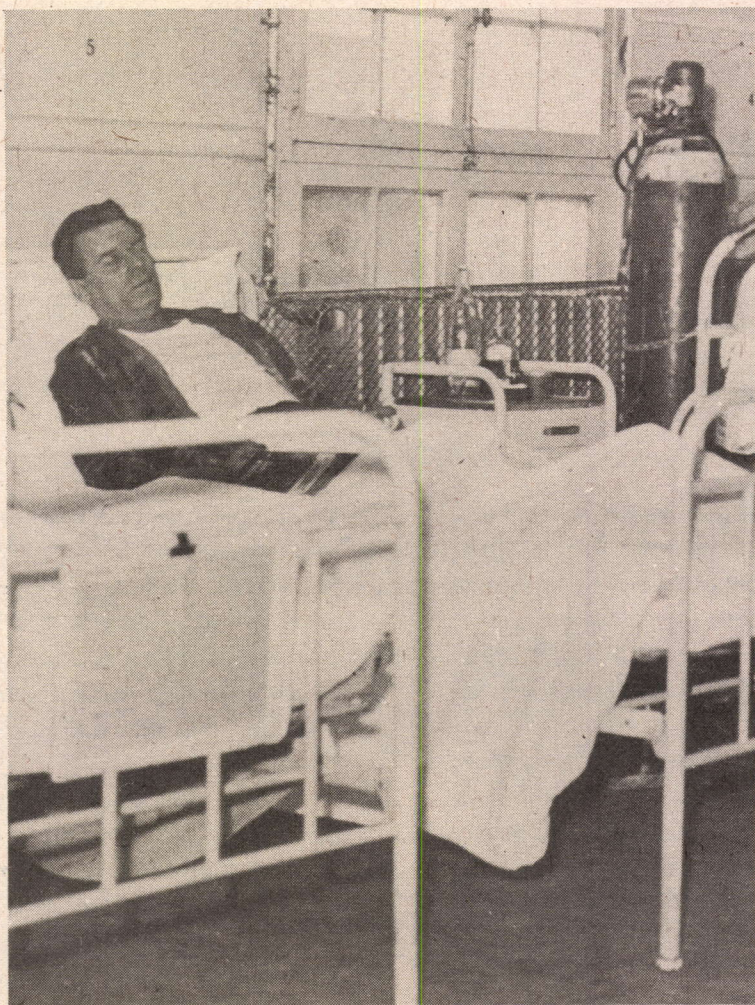
La dernière augmentation en la matière ne datait pourtant que de juillet dernier. Depuis le début de l'année, la journée d'hôpital a augmenté en moyenne de 37 % à Paris. Un record !

Que le prix de la journée d'hôpital augmente trois fois plus que le coût avoué de la vie, cela passerait encore si cette augmentation se traduisait par une augmentation de la capacité de soins. Mais c'est loin d'être le cas. Le manque de moyens et le manque de personnel est un mal chronique et accablant des hôpitaux français.

Enfin la dernière augmentation prend une coloration particulière, puisqu'elle intervient au début de l'année 1977, c'est-à-dire aussitôt après la fin du blocage des prix.

Ainsi, dès que le prétendu blocage cesse, le gouvernement, par Conseil de Paris interposé, donne l'exemple de la « libération » des prix. Et il n'y va pas avec le dos de la cuillère !

Et cette augmentation de la journée d'hôpital est d'autant plus scandaleuse qu'elle est annoncée une semaine à peine



après la décision de diminuer le remboursement de 800 médicaments en le ramenant à 60 %. La raison avancée pour cette mesure était le déficit de la Sécurité sociale. Or le prix élevé de la journée d'hôpital est considéré comme l'une des causes de ce déficit. On ne saurait plus ouvertement se moquer du monde.

Ces deux mesures, augmentation du prix d'hospitalisation et

diminution du remboursement de certains médicaments, se rejoignent au moins sur un point : elles visent toutes deux le porte-monnaie du malade. Et, par l'intermédiaire de la Sécurité sociale, le porte-monnaie de tous les cotisants.

Au total, une fois de plus, c'est le droit à la santé qui est mis en cause.

● Quand les médecins manifestent

La Confédération des syndicats médicaux français a appelé ses adhérents à faire grève le mercredi 22 décembre et à manifester devant le ministère du Travail et la Caisse nationale d'assurance maladie des salariés.

La CSMF entend ainsi protester contre les menaces de sanctions qui pèsent sur 3.264 médecins, selon ses déclarations. Ces médecins risquent le déconventionnement. Cela signifie que leurs clients ne seraient plus remboursés par la Sécurité so-

ciale. Inutile de dire que ces clients iraient, alors, consulter d'autres médecins !

Pourquoi ces menaces ?

L'été dernier, ces médecins avaient refusé d'appliquer les honoraires fixés par une convention nationale à partir de laquelle s'effectuent les remboursements de la Sécurité sociale. Ils avaient appliqué les « tarifs syndicaux », plus élevés, établis par la CSMF.

Les médecins ayant des revenus relativement importants, nombreux sont les travailleurs qui trouvent cette grève injustifiée.

Pourtant, quoi de surprenant que les médecins se défendent et défendent ceux d'entre eux qui sont menacés de sanctions ? Quoi de surprenant que les médecins, alors que tout augmente, refusent de voir baisser leur revenu ? Et le problème pour les travailleurs n'est pas de souhaiter que les revenus des médecins soient bloqués, c'est de pouvoir bénéficier d'un service de santé efficace, de ne pas voir leur droit à la santé limité par un système de remboursement diminué et des salaires insuffisants.

C.L.

Mourir de froid et de faim en 1976

Dimanche après-midi, en pleine ville d'Amiens, dans une maison abandonnée, deux vieillards ont été retrouvés inanimés. Elle était morte. Lui a été transporté à l'hôpital où l'on pense le sauver. Selon les premiers éléments de l'enquête, ils n'avaient rien mangé depuis plus d'une semaine. Sans feu, ils se sont laissés mourir de faim et de froid.

Bien sûr, le Bureau d'aide sociale avait obtenu leur

placement en maison de retraite. Mais aux beaux jours le couple ressortait, préférant son autonomie, vivant de la vente de vieux cartons et d'une misérable retraite, mais fuyant l'hospice, ultime solution où l'on attend aussi la mort dans la tristesse et dans l'exil.

Alors, le gouvernement peut bien faire de beaux discours sur l'aide aux personnes âgées, sur l'aug-

mentation des retraites. La réalité est là : en France, en 1976, on peut mourir de froid, de faim et de solitude, en pleine ville. Voilà la triste réalité d'une société incapable de donner une place à ceux qui sont vieux et sans ressources, les livrant à la mort triste et lente des asiles, ou à celle plus tragique de la faim et du froid dans un taudis.

Christine LIMEUIL.

L'AMIANTE EN QUESTION

Des mesures urgentes s'imposent...

● Le Centre international de recherches sur le cancer installé à Lyon vient de donner ses conclusions sur les rapports entre l'amiante et le cancer : « L'amiante est un cancérigène des plus redoutables et l'utilisation des fibres d'amiante, tant dans l'industrie alimentaire, métallurgique, navale, automobile que dans la construction, entraîne pour les mineurs, les travailleurs de l'amiante et les consommateurs des risques redoutables ».

Un des grands spécialistes français, le professeur J. Bignon, constate que, dans le domaine de la législation du travail, la France a « un retard moyen » Par exemple, c'est un des derniers pays, avec l'Italie, où le flocage dans le bâtiment soit admis par la législation. Il s'agit d'un procédé de vaporisation à base d'amiante pour ignifuger les parois : les risques sont sérieux pour les travailleurs au moment de la construction, mais aussi pour l'environnement lors de la destruction de ces immeu-

bles. Un scandale récent a montré une fois de plus à quel point l'administration laisse les coudees franches aux patrons. Ferrodo-Normandie, qui traite annuellement 12.000 tonnes d'amiante, soit 6 % de la consommation française, se débarrassait de ses déchets dans la nature jusqu'à une date récente. Il a fallu la pollution d'une source, le scandale déclenché par les habitants, pour qu'il soit mis fin à cette pratique.

Un projet de loi est en préparation au Conseil supérieur de l'hygiène publique, sous le contrôle du ministre de la Santé... et des représentants de la Chambre syndicale des industriels de l'amiante. Une fois de plus, les premiers concernés, les travailleurs, ne sont pas consultés ! On ne peut pas continuer à admettre que, pour les profits des industriels de l'amiante, des travailleurs, jour après jour, se condamnent à une mort affreuse, car l'amiante tue lentement. Ce scandale de la société industrielle a assez duré.

Sylvain DUPUY.

● A l'AFP : tentative

d'atteinte au droit de grève

Un collègue de Poniatowski, Gilbert Gantier, député Républicain Indépendant, n'a pas apprécié le manque d'information résultant de la grève de la presse et particulièrement de l'AFP, en signe de solidarité avec les travailleurs du *Parisien libéré*.

Ce monsieur a estimé inadmissible que, pendant deux jours, non seulement la grande majorité des journaux n'aient pas paru, sauf le triste *Parisien libéré*, mais que de plus l'information, et notamment celle radio-télévisée, ait été réduite à la portion congrue du fait que les journalistes et employés de l'AFP ont décidé de ne passer que les dépêches concernant la lutte des travailleurs du *Parisien*.

En se basant sur la loi du 10 janvier 1957, qui règle le statut de l'AFP, M. Gantier est parti en

guerre et a déposé une proposition de loi pour obliger les travailleurs de l'AFP à assurer un service minimum d'information, comme c'est le cas pour la radio-télévision française. Cependant l'AFP a un statut juridique exceptionnel, qui n'en fait pas une entreprise privée ordinaire, sans en faire pour autant un service public.

En l'occurrence, le service minimum demandé est en fait une atteinte au droit de grève.

Et quel que soit l'avenir de cette proposition de loi, le fait qu'un tel projet ait pu être formulé par les amis politiques de Giscard montre bien que le gouvernement entend s'attaquer aux travailleurs de toutes les façons possibles et y compris dans leurs droits démocratiques.

Juliette ARONI.

● La fouille des voitures

une atteinte de plus aux libertés

L'Assemblée nationale vient de voter en seconde lecture la loi permettant la fouille des véhicules, loi qui avait été repoussée par le Sénat.

Cette loi constitue une atteinte directe de plus à la vie privée des citoyens. Elle permettra à la police d'obliger les conducteurs à ouvrir le coffre de leur véhicule, d'obliger les passants à ouvrir leurs bagages — choses que la police se permettait déjà couramment sans avoir l'aval

d'une loi. Mais cette nouvelle loi donnera encore plus de pouvoirs à la police car, maintenant, elle pourra se permettre de fouiller les véhicules en l'absence même de leur propriétaire.

Cette nouvelle loi renforce encore plus l'arsenal juridique d'une police qui n'a déjà que trop de pouvoirs.

Un nouvel exemple de la société libérale avancée de Giscard et Poniatowski, sans doute.

André LEMOINE.

L'ÉCHANGE BOUKOVSKY-CORVALAN :

Le plus beau "marché du siècle" pour l'impérialisme

Le marché conclu entre l'URSS de Brejnev et le Chili de Pinochet, pour l'échange de l'intellectuel soviétique contestataire Vladimir Boukovsky contre le secrétaire du Parti Communiste Chilien Luis Corvalan, réalisé le 18 décembre, a soulevé une profonde émotion. La presse, se faisant l'écho de la réaction spontanée de beaucoup, a dénoncé le caractère sordide de ce « marché du siècle ». Et c'est vrai qu'elle est sordide, cette affaire conclue secrètement entre les dirigeants de la bureaucratie soviétique et ceux de la junte chilienne, par les bons soins des diplomates américains, au terme de laquelle deux hommes sont échangés, comme de vulgaires marchandises, par ceux qui les détiennent. Et sordide à plus d'un titre.

Certes, on ne peut que se réjouir de ce que Vladimir Boukovsky, au terme de treize années passées en prison, asiles psychiatriques et autres camps à « régime sévère », simplement parce qu'il combattait pour le respect des droits démocratiques dans son pays, soit enfin libre. De même, on ne peut que se réjouir qu'après trois ans d'incarcération dans divers camps, Luis Corvalan ait échappé aux griffes de Pinochet.

Mais force est de reconnaître que, pour l'un comme pour l'autre de ces deux hommes, la liberté a un goût amer. L'un comme l'autre sont bannis de leur pays, exilés par la force, en quelque sorte contraints à la liberté, au terme d'un échange à propos duquel ils n'ont même pas été préalablement consultés.

Boukovsky n'aurait été avisé qu'il était « échangé » que dans

l'avion qui le conduisait à Zurich. Corvalan n'en aurait peut-être même pas été avisé du tout, alors que depuis longue date — car voilà longtemps que les tractations étaient menées en secret — il aurait exprimé son hostilité à ce marchandage politique.

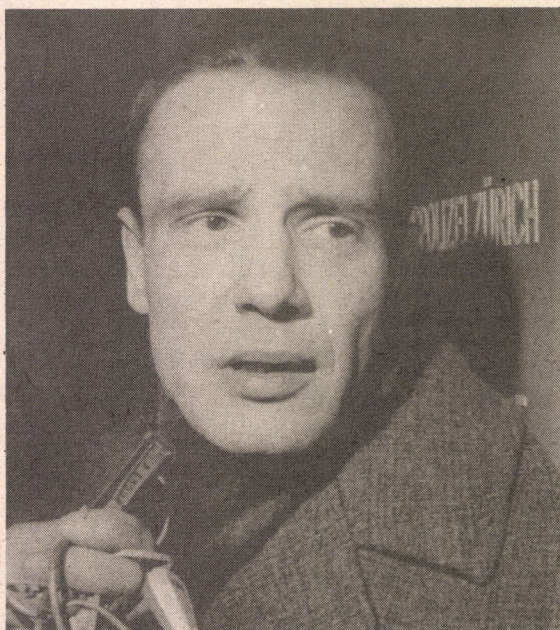
Mais le plus sordide — et ce que révèle le fait que les deux hommes n'aient pas été consultés —, c'est que Brejnev se moque de Corvalan, comme Pinochet de Boukovsky. Pour les dirigeants de ces Etats, les deux hommes ne sont en effet que des valeurs d'échange, qui leur permettent aux uns et aux autres, et surtout à l'impérialisme américain qui a tout orchestré, une opération jugée politiquement rentable.

Si l'on en croit la presse, la junte chilienne a présenté la libération de Boukovsky comme une brillante victoire politique. « Nous avons gagné sur toute la ligne », aurait déclaré Pinochet. Et voilà en effet les dirigeants chiliens, qui depuis trois ans bafouent de la façon la plus cruelle et cynique qui soit toutes les libertés démocratiques, qui peuvent se targuer d'avoir permis à Boukovsky d'avoir échappé aux geôles soviétiques. Voilà Pinochet déguisé en champion des libertés... en URSS. Sinistre farce !

Du côté des dirigeants soviétiques aussi on crie victoire, même si le ton semble un peu plus modeste. La junte chilienne aurait finalement cédé devant la « puissance du socialisme mondial qui a joué un rôle essentiel dans la libération du camarade Corvalan ». Mais dans leur presse, les dirigeants soviétiques continuent de mentir à leur peuple en niant qu'il y ait eu échange, en taisant le fait

En haut
BOUKOVSKY

en bas
CORVALAN.



(AFP)

que l'URSS a finalement cédé au chantage politique proposé par Pinochet.

Et les dirigeants russes et chiliens d'offrir le spectacle écœurant de deux régimes cherchant chacun, aux yeux de leur propre opinion, des justifications à leurs propres crimes dans les crimes semblables du voisin.

Mais par-delà les petits intérêts et les victoires dérisoires des dirigeants chiliens et soviétiques dans cette affaire, ce sont les impérialistes qui en sortent vrais vainqueurs. Ce sont les diplomates américains qui, en sous-main, ont organisé l'échange. Et ce sont eux, et leurs compères anglais, allemands, français, qui en tirent tout le profit. Car ce sont en effet tous les bourgeois libéraux des

démocraties impérialistes qui exultent aujourd'hui.

Car que signifie cet échange, aux yeux de l'opinion publique mondiale, si ce n'est qu'il est possible de mettre un signe d'égalité entre les régimes politiques de l'URSS de Brejnev et du Chili de Pinochet, entre les asiles et les prisons de l'un et les camps d'internement de l'autre ? Pas plus de libertés, pas moins de mépris pour les droits démocratiques dans un régime dit communiste que dans un régime réputé fasciste. C'est ce que l'impérialisme américain voulait démontrer. Et c'est ce qu'il a enfin réussi à prouver, avec la caution de l'URSS.

Michelle VERDIER

ITALIE

DU SUD

Le sort révoltant des enfants au travail

Plusieurs propriétaires terriens d'Italie du sud viennent d'être condamnés à des peines de prison et à des amendes, pour avoir fait subir de mauvais traitements à un enfant de 14 ans qui était à leur service.

Le scandale a éclaté le mois dernier, lorsque ce petit berger, Michele Colonna, s'est suicidé. C'est alors qu'on a fait mine de découvrir ce que tout le monde connaissait : le sort misérable de milliers d'enfants d'Italie du sud qui quittent l'école dès l'âge de 8 ans et vont garder les moutons afin de faire rentrer un peu d'argent dans la caisse familiale. C'est à ce sort inhumain, fait de journées de travail qui dépassent souvent les 15 heures, de sous-alimentation et de coups, que Michele Colonna a voulu échapper.

Bien sûr les bonnes âmes se sont indignées et le gouvernement a rappelé vertueusement l'adoption en 1967 d'une loi rendant la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans.

Seulement, dans ce pays où le chômage et la misère sont le lot quotidien de la majorité de la population, une telle loi ne peut que rester lettre morte. A tel point qu'à Altamura, la ville natale de Michele Colonna, on estime que 35 % des enfants de 11 ans ont quitté l'école pour aller travailler ! Bien pire, cette loi se retourne en définitive contre les enfants qu'elle prétend protéger, puisqu'elle les contraint à travailler au noir, les mettant ainsi à la merci de leurs patrons.

Alors, ceux qui, pour couvrir leur responsabilité, se réfugient derrière un texte de loi, à commencer par les membres du gouvernement italien, ne sont que des hypocrites et des criminels. Car tant que la situation matérielle de l'Italie du sud restera ce qu'elle est, cette exploitation révoltante du travail des enfants ne pourra que continuer.

François ROULEAU

Les hypocrites

Avec l'échange Boukovsky-Corvalan, l'opinion bourgeoise soi-disant libérale et démocratique jubile aujourd'hui.

Mais parmi tous ces chantages de la liberté et de la démocratie, n'oublions pas qu'il y a tous ceux qui admettent, voire justifient l'absence de liberté en Iran, en Afrique du Sud, en Arabie Saoudite ou au Tchad. Il y a tous les représentants de cet impérialisme français qui, lui aussi, il n'y a pas si longtemps, a massacré, torturé, interné, en Indochine ou en Algérie, et continue à le faire, avec ses petits moyens d'impérialisme de seconde zone, à Djibouti ou aux Antilles.

Mais qu'importe à tous ces hypocrites. Après les débats passionnés suscités par la projec-

tion du film L'aveu, voilà une nouvelle et belle occasion de faire de l'anticommunisme. Car c'est bien de cela, et de cela seul qu'il s'agit.

Les travailleurs ne doivent pas s'y laisser prendre. Certes, c'est le désarroi chez beaucoup qui se sentent communistes, chez beaucoup qui, jusqu'à présent, bien à tort, parce qu'ils avaient une confiance aveugle dans les directions de leurs partis dits communistes, ont cru que c'était le socialisme en URSS.

Mais non. Pas plus aujourd'hui qu'hier, les crimes de la bureaucratie soviétique ne sont à mettre au compte du communisme. Le communisme, c'est d'abord la liberté, la vraie démocratie. La bourgeoisie s'autorise de la po-

litique anti-ouvrière de la caste bureaucratique qui a le pouvoir en URSS pour mettre un signe d'égalité entre les camps de concentration sibériens ou les asiles soi-disant psychiatriques et le communisme. Les travailleurs doivent violemment contester à la bourgeoisie ce droit qu'elle s'arroge de se servir des crimes de la bureaucratie pour excuser les siens propres et mener sa campagne anticommuniste.

Et ils ne doivent pas se laisser prendre, non plus, aux dénonciations présentes des crimes de Brejnev par Marchais. C'est pour plaire à l'opinion publique bourgeoise que les dirigeants du PCF emboîtent aujourd'hui le pas aux libéraux et autres démocrates et dénoncent « le lamentable et

inadmissible échange ». Mais des actes lamentables et inadmissibles, ils en ont laissé faire, et bien d'autres, depuis des décennies.

C'est au nom du socialisme, mais ni celui de Mitterrand ni celui de Marchais, que les crimes des Staline et Brejnev doivent être dénoncés par les travailleurs communistes. C'est à eux, et eux seuls, d'affirmer haut et clair que le choix n'est pas entre dictature de la bourgeoisie ou dictature de la bureaucratie ; que les travailleurs peuvent construire un Etat et une société qui ne soient ni au service du capital, ni sous la coupe d'une bureaucratie inhumaine.

M.V.

CRISE GOUVERNEMENTALE EN ISRAËL

Une crise gouvernementale vient de se déclencher en Israël. Parce que le gouvernement a organisé une cérémonie militaire qui, de quelques minutes, a débordé sur le temps du Sabbat, période pendant laquelle la religion juive proscribit formellement toute activité, l'extrême-droite religieuse s'est opposée ouvertement au gouvernement.

Ce n'est pas la première fois que le parti religieux transforme en affaire d'Etat un problème minime d'observation des prescriptions. Cela fait partie de la démagogie ultra-réactionnaire qui constitue le fond de sa politique. Mais le fait nouveau est que le chef du gouvernement, Itshak Rabin, a profité de l'occasion, non pour plier devant la droite religieuse, mais pour exclure de son gouvernement les trois ministres membres de celle-ci et pour présenter, du coup, la démission de son gouvernement. En effet, sans la droite religieuse, la coalition gouvernementale se trouve minoritaire et la seule issue, sur le plan politique, est de recourir à des élections anticipées.

Dès lors, c'est dans le cadre de la nouvelle situation diplomatique générale du Moyen-Orient qu'il faut replacer la crise gouvernementale israélienne.

Depuis toujours, la droite reli-

gieuse manifeste une opposition intransigeante à toute concession aux pays arabes. Les gouvernements israéliens, qui ont été les premiers à spéculer sur la démagogie nationaliste et religieuse, sont en quelque sorte les otages de la surenchère de l'extrême-droite. En reprenant sa liberté à l'égard de celle-ci, au moins pour quelques mois, le gouvernement Rabin se donne le moyen de négocier sans entrave avec l'ensemble des pays arabes.

Une semaine à peine après que le Conseil central palestinien de Damas ait, sous la pression syrienne, accepté la perspective de la création d'un mini-Etat palestinien, la crise gouvernementale israélienne semble donc marquer une étape importante dans la voie d'une tentative de règlement. Il faut dire que, depuis la conférence de Riyad et la « normalisation » syrienne au Liban, la mise au pas de la Résistance palestinienne, la véritable union sacrée des Etats arabes qui s'est manifestée à cette occasion ont créé les conditions d'un tel règlement.

Ainsi, sur la base de la mise au pas du peuple palestinien, chacun, au Moyen-Orient, s'apprête à marchander un règlement. Que ce « règlement » voie finalement le jour ou non, cela en donne dès maintenant toutes les li-

mites : c'est à une nouvelle forme de « statu quo », sur le dos des peuples de la région, que les différents Etats, sous l'égide US, veulent parvenir. Et la création d'un mini-Etat palestinien, coincé entre la Jordanie et Israël, ne peut être une satisfaction aux revendications fondamentales du peuple palestinien.

André FRYs.

LIBAN

L'ordre syrien à Beyrouth

Lundi 20 décembre, à Beyrouth, le contingent syrien, rebaptisé « force de la paix » arabe, a empêché la parution de trois journaux. Auparavant, il avait déjà interdit et occupé les locaux de quatre autres.

Cette fois, les journaux frappés sont l'Orient - le Jour et Al Nahar, organes de la droite libérale, et Al Nidal, le quotidien du Parti Communiste Libanais. Les sept journaux empêchés de paraître ont ceci de commun qu'ils sont publiés dans le secteur ouest de Beyrouth, c'est-à-dire le secteur « palestino-progressiste ». Ils avaient pu paraître pendant toute la guerre

civile, même au plus fort des combats. Le contingent syrien, en somme, réalise aujourd'hui ce que la guerre civile déclenchée par la droite chrétienne n'avait pas réussi à faire : museler la presse.

Car la presse chrétienne conservatrice, elle, n'est nullement inquiétée. Et, dans Beyrouth sous occupation syrienne, c'est la presse phalangiste et chamouniste qui devient aujourd'hui le seul organe d'« information ».

On le voit, c'est sans fard que la Syrie confirme en faveur de qui se place son intervention.

A.F.



Les chars syriens entrent à Beyrouth : une intervention en faveur de la droite libanaise. (AFP)

IRAN

Les assassins et leurs complices

Le gouvernement iranien continue d'assassiner. Lundi 20 décembre c'est une femme, Mme Gholhaki, qui a été fusillée à Téhéran. Elle avait été condamnée pour « terrorisme » par un tribunal militaire ayant siégé dans le plus grand secret.

Ce nouveau forfait porte à dix-sept le nombre des exécutions officiellement annoncées dans l'année, sans parler de la soixantaine de « terroristes » abattus dans des accrochages avec la police, dont se vante ce régime sanglant.

Mais si c'est la police et l'armée iraniennes qui assassinent, la complicité de tous les gouvernements des pays capitalistes est manifeste.

D'abord parce qu'ils font un silence quasi total sur cette répression. Ensuite parce qu'ils vont jusqu'à la collaboration di-

recte avec les autorités iraniennes. C'est ce que prouve actuellement le gouvernement français en faisant la chasse aux opposants iraniens vivant dans ce pays. Après l'attentat contre un des agents de la Savak (la police politique iranienne), le Shah a pu compter sur la diligence des flics français pour arrêter deux militants et les accuser, sans la moindre preuve, sur le simple fait qu'ils étaient opposants. L'un des deux est toujours en prison, alors que l'autre a dû payer 20.000 F de caution pour pouvoir bénéficier d'une liberté sous contrôle judiciaire.

Contre le régime d'assassins qui sévit en Iran, contre ses complices du gouvernement français, les opposants iraniens doivent bénéficier de toute la solidarité des révolutionnaires.

Sylvie MONTIER.

CONFÉRENCE DE L'O.P.E.P. :

la pression de l'impérialisme

La conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'est donc terminée le week-end dernier sans avoir réussi à se mettre d'accord sur un taux commun d'augmentation du prix du pétrole brut. La majorité des pays de l'OPEP augmentent leur prix de 10 % en janvier, puis encore 5 % en juillet prochain, alors que l'Arabie Saoudite suivie des Emirats Arabes Unis n'augmenteront le leur que de 5 %.

De toute façon, même la hausse décidée par la majorité est ridiculement faible par rapport à l'inflation. Le prix du pétrole brut était gelé depuis le 1^{er} octobre 1975. Or, depuis cette date, les prix industriels ont augmenté de plus de 30 %. C'est dire à quel point, même avec les 10 % de hausse, les pays exportateurs de pétrole, qui doivent pour s'équiper acheter tout leur matériel industriel aux grandes puissances impérialistes, sont loin de récupérer le manque à gagner sur la vente de leur pétrole. Quant aux 5 % prévus pour juillet, ils ne

couvriront pas non plus la hausse des prix pendant les six premiers mois de 1977.

Et c'est ainsi que, par l'inflation, les grandes puissances font payer en premier lieu aux pays sous-développés les frais de leur crise. Et même ceux des pays sous-développés qui possèdent dans leur sol des ressources pétrolières, et qu'on voudrait nous présenter comme « les rois du pétrole », « les fauteurs d'inflation », ne peuvent rien contre cette exploitation, ne sont même pas libres de fixer leurs prix, car ils sont sous la dépendance des grandes puissances.

Avec l'annonce d'une hausse limitée à 5 %, l'Arabie Saoudite joue à fond son rôle de frein sur l'augmentation du prix du pétrole proposée par les autres pays producteurs, qui ont dû finalement limiter leurs prétentions et qui, de gré ou de force, supporteront dans leur commerce les conséquences de la décision de l'Arabie Saoudite.

Mais, au-delà des prix, il y a le problème plus grave de l'éclate-

ment de fait de l'OPEP. Pendant un temps bref, les pays producteurs avaient pu offrir un front uni aux prétentions des impérialistes. Certes, ce front n'avait pu se constituer que parce que l'impérialisme US — le plus important — avait laissé faire, que parce que les grandes compagnies pétrolières américaines misaient, pour leur politique d'investissement, sur une hausse du prix du pétrole. Mais ce front constituait quand même une exception dans le domaine des relations entre pays impérialistes et pays producteurs de matières premières. Le front vient de se rompre. Les formes d'une politique commune sont certes encore maintenues mais le contenu de cette politique accuse de toute évidence des différences publiques.

Manifestement, l'impérialisme US, aujourd'hui, a décidé de peser de tout son poids pour limiter les revendications des pays producteurs. Il en a les moyens. Il le montre ouvertement.

Olivier BELIN.

dossier les jouets

Des jouets par milliers...

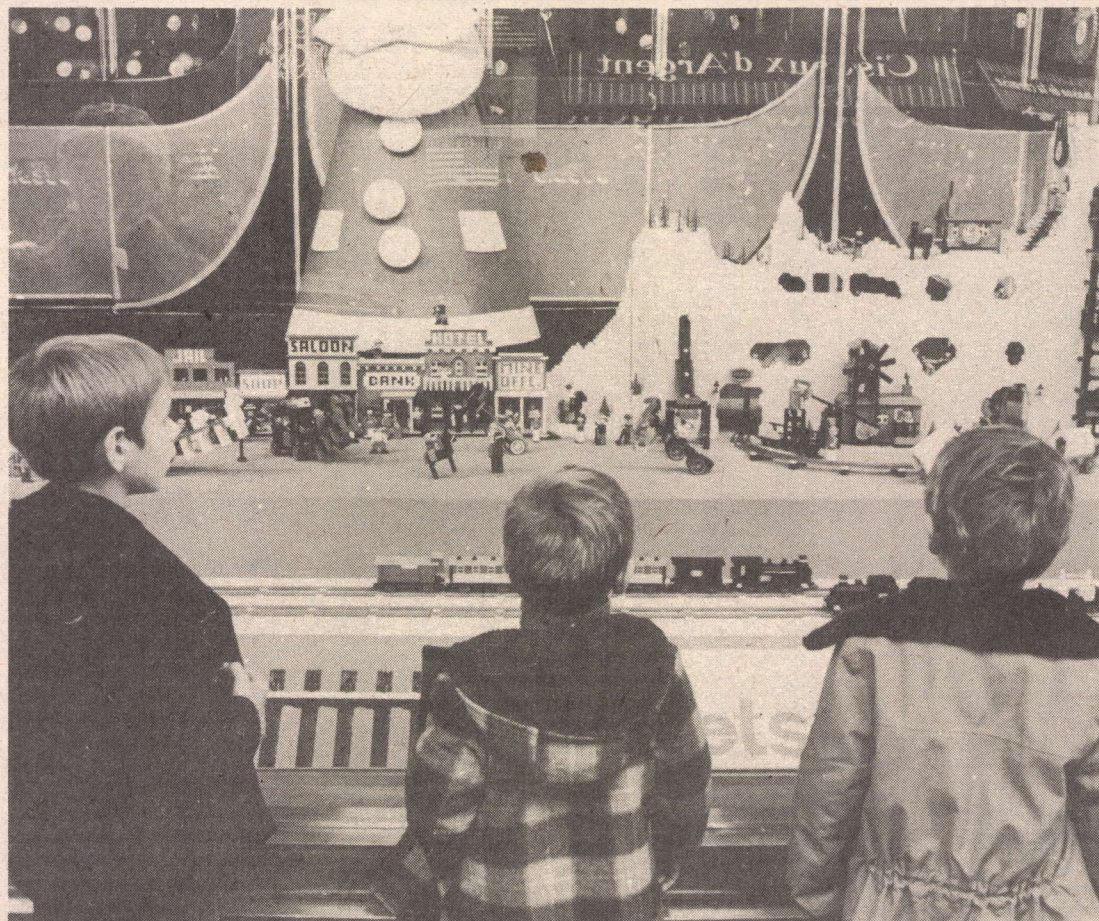
« Des jouets par milliers », dit la chanson. Jamais cela n'a été aussi vrai. Dans les grands magasins, chez le libraire ou le buraliste du coin ou dans la boutique spécialisée, s'offrent aux rêves des enfants les jouets les plus variés, depuis les animaux en peluche les plus simples jusqu'aux jouets les plus perfectionnés, qui fascinent. Noël est bien la fête des enfants. Tout semble fait pour leur plaisir, leur joie. L'enfant est roi et le jouet aussi.

A tel point d'ailleurs que 90 pour cent des jouets sont vendus pendant le mois de décembre. On peut dire que le même jour, presque à la même heure, tous les enfants reçoivent tous leurs jouets de l'année. Noël est aussi une affaire commerciale dont les industriels du jouet tirent le maximum de pro-

fit. Et cela a pris une telle importance qu'ils ont essayé sans succès de créer une autre fête de l'enfance au mois de mai, pour relancer les ventes.

Combien de ces jouets offerts le même jour par les grands-parents, les parents, les oncles, dans le souci de faire plaisir, sans trop savoir, souvent, si tel ou tel jouet est désiré par l'enfant, s'il correspond à ses possibilités, resteront au bout d'une semaine au fond d'un placard, délaissés par l'enfant ? Le jouet qui est destiné à aider, enrichir les jeux, à en susciter de nouveaux, ne remplit bien souvent plus son rôle. Il devient un simple cadeau.

Paradoxalement, le reste de l'année les jouets passeront à l'arrière-plan. Peu de jouets seront offerts ou achetés par les enfants eux-mêmes. A l'école,



en dehors de la maternelle, le jouet n'a pas droit de cité. Si quelques centres culturels ou sociaux offrent des possibilités aux enfants, peu nombreux sont ceux qui peuvent les fréquenter, y jouer avec leurs camarades, apprendre à peindre, danser, jouer de la flûte...

La plupart du temps, les enfants se retrouveront à jouer dans une cour ou dans les es-

caliers de l'HLM où, à l'étroit dans un appartement trop petit, l'enfant gêne l'adulte fatigué, pressé par le temps. Il s'entend souvent dire : « Fiche-moi la paix. Va jouer plus loin ». Ses jouets sont alors pour lui des compagnons qui viennent combler le vide laissé autour de lui.

Les enfants ont besoin de jouets, nombreux et variés. Mal-

heureusement, même si aujourd'hui les jouets ne sont plus le seul privilège des gosses de riches, ils sont souvent très chers et beaucoup d'enfants doivent se contenter d'envier ceux qu'ils n'auront jamais. Et s'il existe des choses humaines peu compatibles avec la propriété privée, ce sont bien les jouets et tout ce qui est destiné au bonheur des enfants.

Pourquoi l'enfant joue-t-il ?

Jouer est l'activité privilégiée du jeune enfant, celle à laquelle il consacre le plus de temps et qui lui procure les plus grands plaisirs.

Si le bébé s'amuse à gesticuler puis à marcher à quatre pattes, si les enfants ne « tiennent pas en place », ont besoin de sauter, de courir, de se battre, de crier, uniquement pour le plaisir, c'est que la maîtrise de leur corps, le contrôle et la coordination de leurs mouvements ne s'acquiert qu'en faisant fonctionner leurs muscles.

Au cours de ses jeux s'éveille son intelligence : lorsque le petit se plonge dans ses innombrables jeux d'imagination, c'est l'intelligence proprement humaine qu'il exerce, la capacité de se représenter une chose ou une situation.

D'autre part l'enfant, lorsqu'il s'absorbe dans son jeu, fait appel à une concentration et une attention dont il serait incapable par ailleurs.

C'est dans ces jeux de faire-sembant que les enfants explorent et assimilent une foule de scènes, imitent les activités des adultes, multiplient les expériences — tel ce gosse que son père trouva étendu sur le canapé, un bras pendant, faisant « le canard mort » qu'il avait vu le matin sur la table de la cuisine !

Enfin, au travers des jeux collectifs, les enfants apprennent à tenir leur place dans un groupe, à respecter les règles qu'il

se donne.

Le jeu a donc une importance évidente dans l'apprentissage de la vie. Ce n'est guère étonnant quand on sait que pour tous les petits mammifères il est une nécessité. Le rodage d'un organisme hautement perfectionné, l'acquisition de grandes capacités d'adaptation nécessitent une jeunesse relativement longue et se font par le jeu. Plus évoluée est l'espèce, plus longue est l'enfance, plus importante la fonction du jeu. Et il est évident que, pour les petits de l'homme, le jeu est bien plus complexe et répond à des besoins bien plus évolués.

Ainsi le jeu, s'il a une fonction autre que le travail proprement dit, qui implique effort, attention, volonté, tient-il une place déterminante dans la formation du petit enfant et dans son intégration dans l'entourage social.

Oui, les enfants doivent jouer tout leur saoul !

Les plus beaux jouets sont parfois ceux que les enfants se créent

« Le plus grand ami que j'avais à l'époque était un parapluie nommé Arthur, que j'ai habillé des pieds à la tête. Je lui avais fait une tête avec un chiffon vert que j'ai roulé en boule autour du manche et un visage sympa, avec un sourire et des yeux ronds avec le rouge à lèvres de Madame Rosa. (...) Arthur était habillé comme un unijambiste avec un soulier de basket bleu et blanc, un pantalon, un veston à carreaux sur un cintre que je lui avais attaché avec des ficelles et je lui avais cousu un chapeau rond sur la tête. (...) Lorsque vous avez un truc un peu bizarre et qui ressemble à rien, vous avez l'espoir qu'il peut quelque chose. Je dormais avec Arthur serré dans mes bras. »

(La vie devant soi d'Emile Ajar).

Qu'est-ce qu'un jouet ?

Le jouet est l'instrument du jeu et bien souvent les petits utilisent comme jouets les objets les plus divers, leur prêtant mille significations. Un bâton peut tout représenter, il peut être un jouet bien plus riche que les jouets les plus perfectionnés. Les bons jouets sont ceux qui permettent à l'enfant de créer, d'inventer les situations les plus diverses. Bien sûr, cela varie en fonction de l'âge, des jeux et les jouets doivent correspondre aux besoins de l'enfant au fur et à mesure qu'il grandit.

Les jouets à manipuler aident le bébé à affiner ses sensations et à coordonner ses gestes : hochets, jouets en caoutchouc, cubes attachés à son berceau, autant de jouets qui seront sucés, tapés, jetés par le petit.

De six à dix-huit mois à peu près, des gros jouets en plastique, des jouets à traîner, des boîtes et des seaux lui permettent de prendre conscience de ses propres possibilités et de l'espace. Il s'assimile le mouvement de l'équilibre. Plus tard, après dix-huit mois, l'enfant s'adonne aux jeux d'imagination et les jouets qui donnent libre cours à ses fantasmes lui seront précieux. Les jouets affectifs, la poupée ou le « nounours » deviennent les

personnages indispensables à qui l'enfant racontera ses joies et ses chagrins, qu'il couche, baigne, dortotte ou punit.

Avec l'âge, les jeux se compliquent, deviennent de vrais scénarios : l'enfant joue au papa, à la maman, au docteur et au malade. Il s'invente des personnages ou imite ses héros favoris. A partir de trois ans, se développe le sens de l'équilibre, avec le tricycle puis le vélo. Les jouets de construction et d'assemblage, quant à eux, supposent un développement psychomoteur plus évolué.

Puis seront appréciés les jouets plus techniques, comme les voitures télécommandées, les circuits électriques. Plus tard, vers sept-huit ans, s'achève l'intégration sociale de l'enfant : les jeux de billes, les jeux de société, les jeux collectifs lui donnent le sens des règles et de la discipline librement consentie par le groupe.

Mais à ce stade, et même en grande partie plus tôt, le jeu prend de moins en moins d'importance, car l'enfant aspire à manier de vrais outils, à participer à des tâches sociales, utiles, même si ces aspirations sont actuellement le plus souvent déçues.

Prochain dossier

Le livre et la lecture

- Lire, le propre de l'homme.
- Le livre sous la loi du profit.
- Faut-il tout lire ?



Depuis l'Antiquité, rien n'a été inventé d'essentiel dans le domaine des jouets

Depuis la plus haute antiquité, hochets et poupées captivent les enfants. Seule la matière a changé : caoutchouc et celluloïd ont remplacé l'argile, le chiffon et le bois. Le cheval à bascule est l'héritier direct de ce cheval de pierre monté sur roues et vieux de plus de 5 000 ans. Les jeux pédagogiques sont à classer dans la même catégorie que ces gâteaux en forme de lettres avec lesquels les petits Romains apprenaient leur alphabet.

Depuis la plus haute antiquité, l'humanité n'a guère inventé de nouveaux types de jouets, même si le jouet s'est fait à différentes époques le reflet des préoccupations, des préjugés, des mœurs des hommes. Au Moyen Âge on craignait Dieu, et les hochets des tout-petits imitaient les dents de loup qui chassaient l'esprit malin. A l'époque des attentats anarchistes, les bourgeois avaient d'autres frayeurs. Et le jeu de Ravachol faisait fureur : c'était un café où les flics et les consommateurs étaient renversés par un nain hirsute, Ravachol, que l'on faisait surgir en pressant sur un bouton !

Très longtemps, le jouet est resté un produit de luxe réservé

aux enfants des classes dominantes. Il était un produit de l'artisanat de diffusion limitée. Qui donc, sinon la famille royale, aurait pu payer 50 000 écus une armée de soldats d'argent, fabriquée par le meilleur orfèvre du royaume pour le futur Louis XIV ? Qui donc disposait, comme Louis XIV et Louis XVI enfants, d'une petite imprimerie où ils tiraient eux-mêmes leurs devoirs ?

Avec l'avènement de la bourgeoisie et la révolution industrielle, alors que les enfants de 6 ans allaient à la mine et à l'usine, naissait l'industrie du jouet, dont le centre était à Nuremberg, en Allemagne.

Mais les plus beaux jouets, reflets des progrès techniques les plus spectaculaires, restaient encore à l'époque le privilège des fils de bourgeois. A eux les magnifiques locomotives à vapeur, les superbes navires de guerre.

Et ce n'est qu'au XX^e siècle que, grâce au progrès de la production, les jouets de toutes sortes deviendront relativement bon marché et accessibles à de nombreux enfants, qui par la même occasion deviennent la source d'un nouveau marché fructueux pour les capitalistes...

MOINS POUR LES JOUETS

L'industrie du jouet : un marché assuré

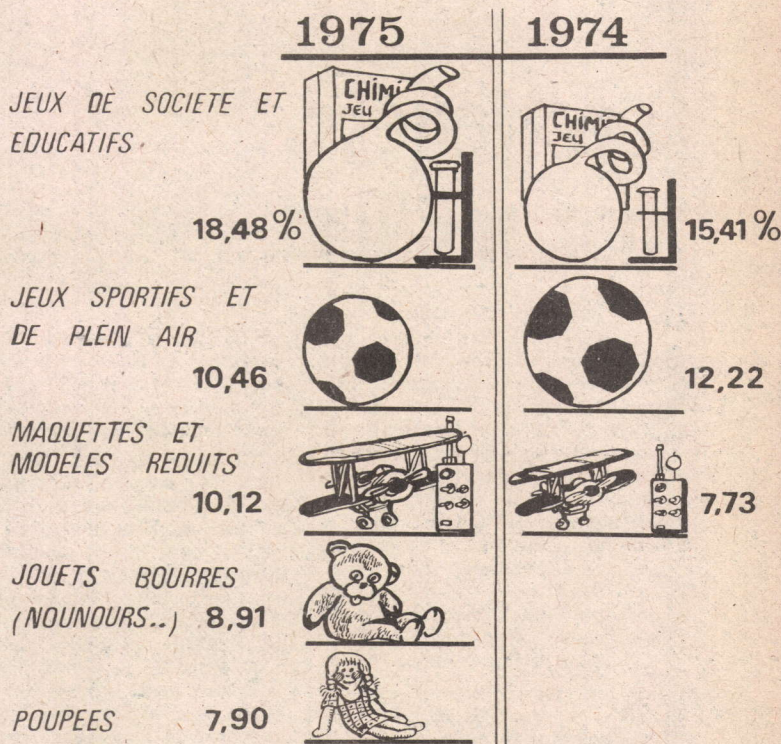
L'industrie du jouet, bien que secteur secondaire de l'économie, emploie 16.400 personnes, dont une majorité de femmes. Elle reste un secteur proche de l'artisanat : huit entreprises sur dix ont moins de dix ouvriers et 2.000 personnes travaillent à domicile. Malgré tout, elle se concentre de plus en plus. En 1973, il y avait 390 entreprises ; en 1975, il n'y en avait plus que 353.

Chaque année, il se vend pour trois milliards de francs de jouets. Le chiffre d'affaires a progressé de 9 % de 1974 à 1975. Un cinquième de la production est exportée vers l'Allemagne fédérale, le Benelux, l'Italie. A leur tour, l'Allemagne fédérale, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne approvisionnent le marché français, qui se protège en taxant de 33 % les jouets étrangers, considérés comme des produits de luxe.

La commercialisation des 250.000 jouets différents se fait à travers 30.000 points de vente. Les grandes surfaces, à elles seules, réalisent 46 % du total des ventes ; les magasins, spécialisés ou non, 41 %. Mais les jouets chers ne se vendent qu'au moment des fêtes de fin d'année ou à l'occasion des anniversaires. Les fabricants commercialisent des petits jouets à moins de 10 F, que les parents achètent pour calmer un caprice. Les fabricants les appellent des « sèche-pleurs » !

Les ventes de jouets sont plus importantes dans les villes que dans les campagnes. A Paris, chaque famille consacre en moyenne 210 F à l'achat de jouets. Dans les villes de moins de 5.000 habitants, seulement 129 F.

Les industriels ont fait du jouet une marchandise comme une autre. Pour faire toujours plus de profit, ils recherchent



CE GRAPHIQUE INDIQUE LE POURCENTAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE DU JOUET RÉALISÉ PAR CHAQUE CATÉGORIE DE JOUETS.

Le plus gros chiffre d'affaires est représenté par les jouets de société et éducatifs, avec 18,48 %. C'est lui qui augmente le plus. Par contre, ce sont les jeux sportifs et de plein air qui diminuent le plus nettement.

sans cesse le gadget qui fera de l'ancien modèle un nouveau, susceptible d'être mieux vendu. En voulant « innover » à tout prix, ils s'enrichissent plus qu'ils n'enrichissent l'enfant. Et si ces améliorations techniques l'étonnent et l'émerveillent, elles le laissent bien souvent passif, sans lui faire connaître

la joie de l'effort et de la découverte.

Les jouets prennent alors le pas sur le jeu. Mais heureusement, l'imagination des industriels pour vendre plus est battue en brèche par celle des enfants, qui ont toujours su s'amuser de tout et de rien.

LA SÉCURITÉ DES JOUETS : PAS AVANT 1977 !

Certains jouets représentent pour les enfants de réels dangers et l'on est en droit d'exiger une réglementation. Pourtant, il aura fallu des années avant que des mesures soient prises. Ces mesures ont été rendues publiques récemment par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Elles sont le résultat de sept ans de travail (rien que ça !) de l'Association Française de Normalisation (AFNOR). Mais ces mesures ne rentreront en application qu'en... novembre 1977. Les industriels du jouet

auront donc tout leur temps pour écouler leurs stocks. Et tant pis s'il y a de nouveaux accidents.



Faut-il discuter du sexe des jouets ?

Dinettes, ballons, voitures, poupées, porte-avions, trousses d'infirmières, armes... Tous ces jouets exercent leur attraction sur les jeunes enfants. A l'école maternelle, les fillettes font rouler les petites voitures avant de courir après le ballon ; les garçons construisent des grues et promènent leur poupée. Il n'y a pas encore de jeux spécifiquement féminins ou masculins.

A partir de 4 ou 5 ans, commence à s'appliquer la loi : à chaque sexe ses jouets. Les

parents incitent fortement l'enfant à se contenter des jouets qui lui sont réservés. Si cela ne se passe pas toujours sans mal, le plus souvent la pression sociale est tellement forte que les enfants deviennent même plus rigides que leurs parents. Quelle petite fille demanderait un train électrique pour Noël et quel garçon voudrait une poupée, « ce jouet de fille », donc de bébé ?

Et si c'était le cas, bien des parents, bien des institutrices ou des enfants plus âgés ridiculiserait leur choix. La fillette ne doit pas jouer à des « jeux de garçon » et le petit garçon ne doit pas jouer à la poupée.

Ainsi, à travers les jouets, les enfants apprennent leur futur rôle social. Et les jouets réservés aux garçons sont valorisés par rapport à ceux des filles, comme le rôle de l'homme est valorisé par rapport à celui de la femme.

Pourtant rien ne dit que jouer à Zorro ou à la guerre soit plus enrichissant que de jouer à la poupée ou à la dinette. Mais tout simplement, en mettant une barrière entre les jouets des filles et des garçons, on appauvrit le monde des uns comme des autres.

● Le plaisir des enfants... et des adultes !

Babeth, 13 ans : « Les voisins parlent des jouets. Ça semble plus important pour eux que pour les enfants. Une voisine a fait toute la ville pour chercher une poupée qui fait caca. Pour eux, c'est surtout le plaisir d'offrir. »

● Le point de vue des parents

Une employée de bureau :

« J'en ai eu pour 300 F pour les deux... C'est marrant, ma fille ne veut que des jouets de garçon. Je les lui ai achetés, mais c'est des petits trucs qui coûtent pas cher : une cible magnétique, etc. Je leur fais des tas de petits paquets, que j'accroche sur l'arbre. Comme ça, ils ont le plaisir de les ouvrir les uns après les autres. Même les jouets de la boîte, je viens les chercher et je les accroche. 300 F, bien sûr, c'est beaucoup pour nous. Mais ce n'est qu'une fois par an et, moi, j'en ai tellement manqué quand j'étais petite... »

Un enseignant :

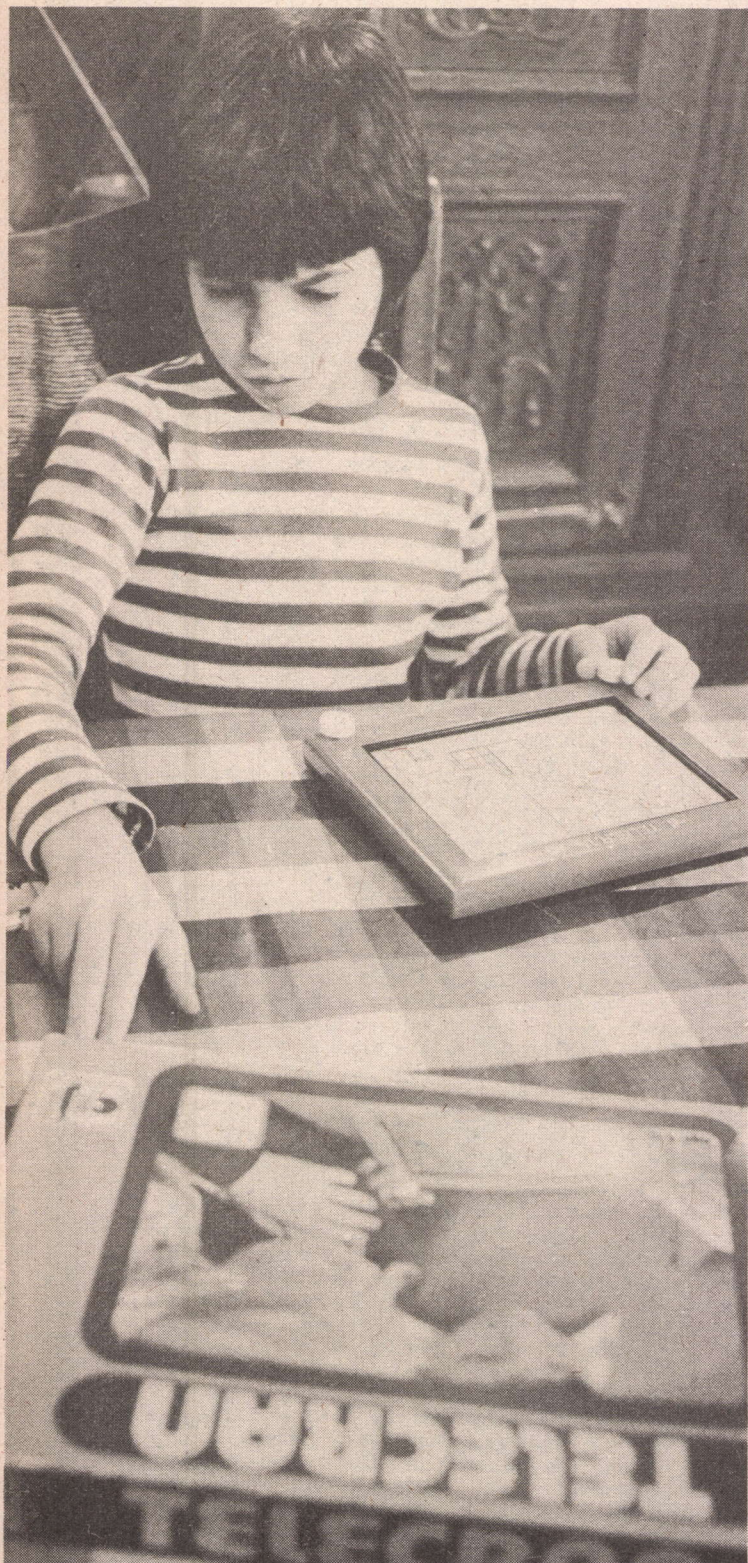
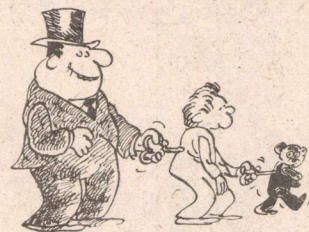
« Mes filles me harcèlent pour avoir tel ou tel jouet qu'elles ont vu chez la petite voisine. On leur achète pour Noël, elles s'en amusent une semaine et puis c'est fini. »

● A défaut de la crise du jouet, le jouet de la crise

Planeco VII, Orgafirme, Ges-

coop, Ecoville, Eco-Inflation, que de noms barbares ! Il s'agit de jeux (pédagogiques, il est vrai) qui viennent d'être mis en vente à l'occasion des fêtes de fin d'année. Dans leur descriptif, les inventeurs de ces jeux les caractérisent ainsi : « connaissance de l'entreprise », « faites vous-même le VII^e plan » ou « comment vaincre l'inflation ? ».

Quel beau cadeau pour un ministre !



Leurs jouets préférés

— Laurence, 10 ans :
« Certains, comme les poupées, les poupons, les nounours et d'autres, c'est du vol. Ils ne marchent que quelques heures, comme les poupées qui parlent. D'autres sont bien comme le mikado, le dilectron, etc. C'est ça que je veux pour Noël et puis des livres et puis des montages de plâtre. »

— Christophe, 8 ans :
« Je veux un habit de cow-

boy avec des pistolets et tout et tout. C'est pour pouvoir jouer à la guerre avec les copains. Ils jouent tous à la guerre et, moi aussi, je veux jouer à la guerre. Alors il faut un habit. »

— Babeth, 13 ans :
« Que désires-tu ?
Pas des jouets, mais des choses vraies, comme un microscope, un vrai, pas en plastique, un télescope ou de beaux livres sur les sciences, les planètes. »

LES JOUETS DE GUERRE

Soldats anglais américains, russes, légionnaires, bazookas, mitrailleuses, mortiers, chars et DCA, tout cela n'est qu'un faible aperçu de l'étendue de l'arsenal des jouets de guerre. Devant la prolifération de ces jouets barbares, des parents se demandent à juste titre s'il ne faudrait pas les bannir du coffre à jouets.

Il est bien sûr possible que les enfants aient d'autres centres d'intérêt dans leurs jeux que la guerre. Mais il est impossible qu'ils échappent au conditionnement que leur impose la société. Non pas tellement parce qu'en regardant la télé ou les journaux, les enfants y voient les images de la guerre. Mais surtout parce que, dans cette société, les rapports entre les individus sont guidés par les rivalités, la concurrence, l'individualisme, la loi du plus fort. La violence est partout. Les enfants eux aussi la subissent... et l'exercent à l'occasion. Leurs jeux ne peuvent que refléter le monde dans lequel ils vivent et les parents n'y peuvent pas grand-chose. Pour empêcher les enfants d'imiter une réalité peu réjouissante, il faudrait les obliger à vivre sous une cloche de verre ou... changer la société.

Les jouets éducatifs : pas de miracle !

Les jouets éducatifs, légos, jeux des questions et des réponses, initiation à la chimie... se vendent de plus en plus. Certains sont utiles, comme les jeux de construction pour les plus petits, peuvent développer des aptitudes tout en amusant.

Mais vouloir à tout prix des jeux éducatifs, c'est vouloir trop ou trop peu. Trop car, même si le jeu a une place importante dans la formation de l'enfant, il est bien incapable de remplacer l'éducation qui nécessite effort, travail, aide des adultes... Trop peu car, en cherchant à faire des jouets des instruments d'éducation, l'on risque de faire perdre à l'enfant et le jeu et la leçon de

choses.

Ainsi la plupart des jouets dits éducatifs échouent dans le but qu'ils se proposent.

Même les meilleurs d'entre eux perdent l'essentiel de leur portée sans aide attentive. Que comprend l'enfant devant son microscope, s'il n'a pas à ses côtés des adultes compétents pour préparer les lames, commenter, rendre passionnantes toutes ces observations ?

Il ne faut pas demander aux jouets ce qu'ils ne peuvent donner. Ils peuvent éveiller la curiosité de l'enfant, lui donner envie d'en avoir plus. Mais en eux-mêmes, ils ne peuvent remplacer une initiation scientifique propre-

ment dite, autrement passionnante que des expériences « pour rire ».

Et si des jouets « pédagogiques » ont un avenir, ce n'est pas, pour la grande majorité d'entre eux, par leur efficacité réelle, mais en tant qu'affaire commerciale. Spéculant sur la curiosité non satisfaite des enfants et sur le désir légitime des parents de leur apprendre le plus possible, les industriels ont trouvé là un vaste marché en pleine croissance. Quant à l'éducation véritable des enfants, elle ne connaît aucun raccourci faisant l'économie de la présence humaine, serait-ce par la voie « plaisante » et « sans peine » des jouets.

Les ludothèques, des initiatives prometteuses

Constatant que le jouet était banni de l'école, que bien peu étaient faits pour les jeux des enfants, des animateurs de l'Association Bourguignonne Culturelle ont voulu y apporter un remède. Puisqu'il existe des bibliothèques, des discothèques, des cinémathèques, pourquoi les enfants, eux, n'auraient-ils pas à leur disposition un organisme de prêts pour les jouets, une ludothèque ? Pourquoi ne serait-il pas possible de permettre aux enfants de changer souvent de jouet sans qu'il y ait ni gaspillage ni que le choix soit limité par des problèmes financiers ? Par les jouets, l'enfant s'amuse, apprend, découvre, mais il lui en faut beaucoup et de toute sorte. L'enfant se lasse vite. Les ludothèques sont un moyen de mettre à sa disposition un éventail de jouets bien plus important que ce que seul il pourrait avoir.

Pour réaliser cet objectif, ses promoteurs ont dû vaincre bien des réticences, bien des obstacles, bien des difficultés. Mais, depuis la première ludothèque créée à Dijon en 1968, du chemin a été parcouru. Il y en a maintenant cinq à Dijon, d'autres sont apparues un peu partout et à Paris, cette année, la première ludothèque municipale a été ouverte. Cette extension ne peut que réjouir plus d'un enfant.

Les ludothèques peuvent être un lieu de rencontre pour les enfants et les adultes, inciter les enfants à la vie de groupe. Elles peuvent faire naître autour du jeu et du jouet une réelle vie collective. C'est largement positif et c'est, malgré toutes les difficultés qu'ils rencontrent, ce que souhaitent leurs animateurs, comme nous l'explique le responsable de la ludothèque de Dijon.

« Quelles difficultés avez-vous rencontrées ? »

— Au début, nous avons eu des difficultés avec le Conseil d'administration de l'association bourguignonne culturelle (ABC) qui était réticent à la création des ludothèques, invoquant la casse trop rapide des jouets, les risques de transmission de maladie, les difficultés d'organisation. Nous avons contacté des médecins qui nous ont rassurés sur les risques microbiens. Nous avons éliminé tous les jouets qui pouvaient être sucés par les enfants. Si la casse de jouets est rare, les pertes de pièces sont fréquentes et nous avons dû mener toute une bagarre contre les fabricants qui refusaient de nous les fournir. (...)

— Quels types de jouets avez-vous ?

— Nous avons éliminé les jouets fragiles (poupées, train électrique, petites voitures), les panoplies de policiers ou de soldats, les jouets qui évoquent le système capitaliste et la concurrence (comme celui qui s'appelle « champs de pétrole en Arabie »). Sinon, nous avons sans exclusive

des jeux de plein air, d'intérieur, de société.

— Comment fonctionne la ludothèque ?

— Les enfants peuvent choisir librement leurs jouets, ouvrir les boîtes, ce qui ne peut se faire dans les 250 autres ludothèques qui existent en France. Ils peuvent garder les jouets une semaine pour la somme de 1, 2 ou 3 F.

Les parents qui accompagnent les enfants ou viennent seuls demandent toujours des « jouets éducatifs ». J'ai l'impression qu'ils veulent des jeux qui apprennent quelque chose aux enfants sans que, eux, aient à intervenir. Un jour, une mère est venue me demander des jeux calmes. Elle en avait assez de voir les gosses des voisins venir chez elle. Elle voulait que sa fille puisse jouer seule !

— Quel âge ont les enfants qui viennent ?

— 80 % d'entre eux ont entre 7 et 12 ans, 15 % de 4 à 7 ans et environ 10 % ont plus de 13 ans.

— Combien touchez-vous d'enfants ?

— Sur une des ludothèques

qui fonctionne le moins bien, nous avons touché 150 enfants différents depuis l'ouverture en 1973, soit 60 à 70 familles. Ce qui représente 200 à 300 prêts par an. Nous touchons un public relativement privilégié. En effet, c'est un service payant.

— Que souhaitez-vous pour l'avenir ?

— Nous aimerions que les ludothèques soient plus faciles d'accès et plus grandes pour que les enfants puissent jouer sur place. Mais cela dépend des subventions et des mètres carrés sociaux que nous obtenons. Nous aimerions aussi faire une animation. Il y a deux ans, les ludothèques étaient ouvertes le dimanche matin. Des étudiants avaient été embauchés pour l'animation. C'était très intéressant car les enfants venaient accompagnés de leurs pères, qui d'ailleurs étaient paumés. Mais tout se passait bien et nous avions des discussions avec les enfants et les parents. Faute de crédits, nous avons arrêté. Nous espérons aussi pouvoir ouvrir une ludothèque pour adultes. »

dossier

les jouets

Quel avenir pour les jouets ?

... ET QUAND LES ENFANTS JOUERONT A LA VRAIE VIE

Dans une société humaine, l'amour et le respect de l'enfance ne se réduiront pas à de belles paroles ou à des impuissances navrées, mais se traduiront concrètement par le fait que tous les adultes consacreront une partie importante de leur vie à former la future génération et feront de cette tâche l'une des plus humaines et des plus nobles qui soient. Stimulés par des gosses avides de nouveautés, débordant d'énergie et infatigables solliciteurs, les femmes et les hommes de tous âges retrouveront pleinement le goût de l'activité « gratuite » et heureuse. De leur côté, les enfants auront tendance à délaisser de plus en plus les jeux stéréotypés et conformistes, où l'on joue « à la guerre », « au papa et à la maman », « à la maîtresse »... au profit de jeux infiniment plus créatifs. L'œil enfantin, impitoyable à l'égard des petits et grands travers des adultes, deviendra peut-être la meilleure et la plus efficace des satires. Par facétie, par tendresse et plus généralement par besoin, les enfants entraîneront leurs éducateurs dans des lieux où ils sauront aussi « en remonter ».

tout en utilisant au maximum le meilleur de ce que ces adultes leur auront donné d'eux-mêmes. Et les jeux créateurs de cette enfance de l'avenir, loin de se contenter de singer la vie sociale, préfigureront peut-être son avenir...

Mais ce ne sera pas tout. Le jeu et l'activité fictive en général prendront d'autant mieux leur véritable dimension que les enfants ne se contenteront pas de « jouer » ou d'« étudier ». La barrière des préjugés et des tabous qui isole le ghetto enfantin et infantile de la vie sociale réelle aura disparu. La société offrira aux enfants de multiples occasions d'exercer leurs talents spécifiques dès qu'ils ressentiront le besoin d'une activité « sérieuse », « utile », efficace, en un mot « responsable », aspiration proprement humaine dont l'enfance est la première frustrée dans la société actuelle.

Car non seulement le jeu ne sera plus tout-à-fait le domaine réservé des enfants, mais la « vraie vie » ne sera plus le seul domaine réservé aux adultes et, du coup, deviendra effectivement la vraie vie.

LES JOUETS DE DEMAIN

Le jouet de l'avenir sera à la mesure du jeu de l'avenir. C'est-à-dire moins objet de spectacle et de convoitise saisonniers que riche de toutes les possibilités qu'il offre à l'enfant. Il est probable que, tout en gagnant en beauté et en qualité, les jouets retrouveront aussi une simplicité que les industriels en mal de vente leur ont fait perdre. Les poupées n'auront nul besoin de « mouiller leur linge » et ce ne seront pas forcément les voitures « qui marchent toutes seules » qui fascineront le plus les enfants.

Bien sûr, les jouets bénéficieront aussi des techniques d'avant-garde. Mais les enfants auront sans doute moins de curiosité envers tous ces « modèles réduits » ultra-perfectionnés qu'on leur offre à profusion aujourd'hui et qui symbolisent bien l'impuissance de la société actuelle à offrir à l'enfance autre chose qu'une vie en réduction. Tant qu'à faire d'imiter les adultes, les enfants préféreront s'amuser, par exemple, à construire ces vieux monstres de métal qui marchaient à l'essence et que l'on appelait il y a longtemps des automobiles, à moins qu'ils ne fassent « pour rire » des barrières sur les rivières pour produire de l'électricité, quand ils ne s'amuseront pas à reproduire dans les règles de l'art de vieilles expériences de physique... Car les enfants de l'avenir éprouveront peut-être du plaisir à retrouver certains faits et gestes de l'enfance de l'humanité...

En outre, l'enfant lui-même retrouvera une source inépuisable de jeux et de jouets improvisés dans la nature dont il ne sera plus frustré. Bon nombre des jeux dits « affectifs », servant souvent d'ersatz ou de dédoublements, seront d'autant plus facilement délaissés que les gosses entretiendront des rapports nombreux, variés et de type différent, non seulement

avec les adultes et les autres enfants, mais aussi avec les animaux familiers et moins familiers.

De façon générale, les enfants auront mieux que les « plus beaux jouets du monde ». Car on ne réalisera plus guère de ces jouets si « parfaits » qu'ils se suffisent à eux-mêmes et du même coup tuent le jeu. Par contre, les objets destinés aux enfants et les jouets en particulier ne supporteront pas la médiocrité et auront droit à la même qualité de goût et de fabrication que les instruments et les objets destinés aux adultes. D'ailleurs, la frontière qui sépare ceux qui appartiennent aux uns et aux autres deviendra plus floue, et ce sera tant mieux.

La beauté et la perfection des jouets futurs se dégageront de l'usage plus ou moins complexe et affiné que les enfants seront à même d'en faire.

Ce qui signifie aussi que le jouet prendra une nouvelle dimension : de simple support matériel du jeu il deviendra aussi un objet de création et par là sera proche de l'œuvre d'art, avec sa valeur et son originalité propres. Car tous les enfants seront à même de faire aussi œuvre créatrice et de produire un véritable art enfantin, qui n'aura peut-être alors rien à envier à la fantaisie des adultes !



LUTTE OUVRIERE

Courrier de fin d'année

La fête de la fin d'année 2016 approche. Jennifer, une petite Parisienne de 11 ans, écrit à son cousin de Bordeaux, Jérôme, 13 ans.

Les Lilas,
Le 24 décembre 2016.

Mon cher Jérôme,
Encore huit jours avant les grandes fêtes de fin d'année. Cette année le conseil des « minimas » (les 8 à 12 ans) de la région Nord-Est de Paris a été chargé de l'animation et de l'organisation des fêtes. Il faut dire que nous avons gagné pas mal en autorité : nous avons fait des prouesses dans l'aménagement décoratif de la ville. Nos dernières maquettes de jardins publics ont reçu le premier prix.

Je compte bien sûr sur ta présence à notre fête qui fera date. Le clou des spectacles sera notre opéra satirique auquel participent près de 200 enfants de tous âges. Le scénario bien sûr est entièrement de nous. Les nouveaux « conseillers techniques de l'enfance », qui nous avaient fait tant rire avec leurs grands airs respectables, en prennent un peu pour leur grade.

J'en arrive à l'affaire : figure-toi qu'une vingtaine d'Anciens, de plus de 60 ans pour la plupart, sont venus « contester », comme ils disent, en délégation à notre siège. Ce que nous ont dit les contestataires nous ont rendus drôlement perplexes : « Les enfants, nous en avons marre. Vous décidez tout ce qui concerne la ville; vos projets sont

plus grandioses les uns que les autres; vos réalisations sont acceptables; vous nous demandez poliment notre avis... et vous en faites à votre tête. Mais à quoi servons-nous dans tout ça ? Nous voulons PARTICIPER ». Je te transcris leurs termes exacts, même s'ils nous ont paru obscurs. La meilleure, c'est que pour la fête de fin d'année ils nous ont demandé de pouvoir faire des cadeaux à tous les enfants de la région Nord-Est. Nous n'avons pas ri pour ne pas les vexer (tu sais combien les gens qui ont vécu à l'époque des années 1970 sont susceptibles et comme il faut les ménager). Pour nous faire comprendre ce qu'ils voulaient, ils nous ont passé un vieux film qui date de 1971 et était, paraît-il, destiné aux enfants. Dans ce film, un gosse écrivait une lettre drôlement naïve à un « Père-Noël », où il faisait une liste interminable de tous les « jouets » qu'il voulait. Une véritable obsession, ces « jouets ». On a l'impression que les gosses ne pensaient qu'à ça et n'étaient pas capables de désirer autre chose. Entre nous, les jouets en question, ça avait l'air de trucs un peu bidon, des semblants de ceci, des semblants de cela. Pour que nous comprenions mieux, l'oncle Simon, un des Anciens que nous adorons, nous a emmené voir dans son grenier ce qu'il appelle un vieux « coffre à jouets » : un sacré bric-à-brac. Le plus curieux était un petit piano

blanc de 30 cm de haut, inaccordable et faux à faire fuir. « Mon fils faisait du bruit là-dessus » nous a-t-il dit. Et dire qu'il y a tant d'instruments si beaux et si simples, mais qu'à l'époque on avait l'air de tenir à ce que les gosses fassent du bruit et pas de la musique...

Ils nous expliquent patiemment qu'alors, on ne faisait pas confiance aux enfants pour des tas de choses. Même jardinier, paraît-il, était réservé aux adultes ! Du coup je leur ai demandé à quoi les enfants de l'époque passaient leur temps. « A jouer ont-ils dit, et à étudier, mais... euh, sans rien faire vraiment ». A n'y rien comprendre !

Figure-toi que l'entretien des villes et des parcs, la responsabilité des animaux domestiques, l'organisation et le montage des spectacles, les opéras, c'était réservé uniquement aux adultes.

En tout cas, ils tiennent à leur idée de nous faire tous ces cadeaux de jouets, « en souvenir ». Ça a l'air de leur faire tant plaisir... que nous ferons un musée spécial de tout ça. Bien sûr, les présents, les spectacles, les cadeaux, aujourd'hui, c'est plutôt les enfants qui les font entre eux et aux Anciens. Mais ils ont l'air tellement de tenir à jouer aux grands gosses pour les prochaines fêtes que nous n'allons pas leur gâcher le plaisir.

Réponds moi par retour.

Jennifer.

Quand les capitalistes planifient

La Commission européenne de la sidérurgie, qui réunit les représentants des Etats et des grands groupes sidérurgiques du Marché commun, vient de décider le déclenchement du plan anti-crise prévu dans ses règlements.

Devant la mévente qui règne sur le marché de l'acier, frappé de plein fouet par la crise économique, les Krupp, Thyssen, De Wendel et autres Usinor vont tenter de s'entendre pour se répartir le marché européen et fixer des prix minima pour tous les produits sidérurgiques importants. Certes, les différents membres du cartel européen de l'acier sont divisés sur les mesures précises à prendre du fait des réactions que leurs initiatives risquent de susciter aux Etats-Unis, qui importent une part non négligeable de la production européenne. Mais sur le but, les grands maîtres de forges européens semblent, pour le moment, en complet accord. Il s'agit d'empêcher les prix de tomber trop bas et de tenter de

supprimer le jeu de la concurrence qui amène chaque groupe à consentir des rabais pour arracher une commande.

D'un côté, les grands capitalistes de la sidérurgie crient misère et s'apprêtent à licencier de nombreux travailleurs (tout en réclamant de nouveaux subsides de l'Etat pour moderniser leurs installations); de l'autre, ils s'organisent pour supporter au mieux les effets de la crise économique en limitant cette libre concurrence.

La libre concurrence est le moteur du progrès, expliquaient les patrons, et toute planification une utopie. Mais quand il s'agit de préserver leurs profits, ils sont prêts à jeter par-dessus bord ces grands principes et à tenter de s'unir pour une entente réactionnaire.

Pierre VERNANT.



Le mardi 21 décembre, plusieurs milliers d'ouvriers de la sidérurgie et des mines de fer de Lorraine manifestent à Metz pour protester contre les licenciements. (AFP)

Sacilor-Sollac : 9000 suppressions d'emplois

Mardi 21 décembre, lors d'une réunion du Comité central d'entreprise, la direction Sacilor-Sollac a fait connaître ses projets : 9.000 suppressions d'emplois au minimum en deux ans et demi, chiffre qui pourrait être dépassé si « la situation du groupe ne s'améliore pas d'ici l'année prochaine ».

La direction prétend que la plus grande partie de ces suppressions d'emplois se fera par la mise en pré-retraite des travailleurs âgés de cinquante-neuf ans et demi et plus. Si c'était le cas, pour toute l'unité de Gandrange-Rembain, c'est-à-dire pour un effectif de 13.000 personnes, on arriverait ainsi à peine à 400 suppressions d'emplois,

selon un calcul de la CGT. Et pour la totalité des travailleurs du groupe, à un chiffre bien inférieur aux 9.000 licenciements annoncés.

La direction parle aussi de l'effort qui sera fait pour replacer dans d'autres entreprises de la région les agents « libérés par le groupe ». Quand on sait qu'à la suite de la baisse de production de Sacilor, toutes les entreprises licencient depuis un an, on voit qu'il s'agit d'une belle fumisterie.

Non, derrière tout ce bluff, la vérité c'est qu'après avoir empoché de l'Etat des milliards de subvention, après avoir réduit les salaires par le chômage partiel, Sacilor se prépare maintenant à jeter pu-

rement et simplement des milliers de travailleurs à la rue. A cause de la crise. Mais s'il y a crise, aujourd'hui, les patrons de Sacilor ont empoché au moment où ça marchait bien de copieux bénéfices. Ils ont d'ailleurs l'intention de continuer à en empocher en restructurant, en s'adaptant à la crise.

Les travailleurs n'ont pas à payer cette situation. Les patrons ont des réserves. Les travailleurs doivent leur imposer de puiser dedans. Ce n'est pas à eux de payer.

Correspondant LO.

Ils racontent n'importe quoi

Michel d'Ornano, le ministre de l'Industrie, déclarait le 15 septembre dernier à propos de la sidérurgie, à Marseille : « La reprise dans le secteur sidérurgique est forte, la demande mondiale s'accroît, les technologies dont nous disposons paraissent parfaitement adaptées à une production concurrentielle et à leur exportation ».

Quant à J.-J. Servan-Schreiber, président du Conseil régional de Lorraine, qui faisait état de récents entretiens avec des dirigeants de Sacilor-Sollac, il déclarait le 11 décembre : « Il n'y aura pas de licenciements en 1977 à Sacilor-Sollac ».

Cela permet de juger ce que valent les déclarations de tels hommes politiques.

Un juge dans l'usine

A Citroën-Aulnay, la CGT a porté plainte contre les méthodes employées par la direction lors des dernières élections.

Le jeudi 9 décembre, le tribunal d'Aulnay s'est rendu sur les lieux pour entendre le témoignage des travailleurs et, le mercredi 15 décembre, d'autres travailleurs sont venus déposer dans la salle du tribunal.

Lors de la visite de l'usine par le juge, la direction a palabré pendant une heure avant de laisser entrer les interprètes et les avocats CGT. Les journalistes et les responsables nationaux de la CGT n'ont pas pu entrer.

Mais pendant ce temps un étrange personnage, dont ni les Renseignements Généraux présents ni Citroën ne réclament la paternité, relevait les numéros d'immatriculation des voitures des journalistes et de la CGT.

Pendant la journée, une vingtaine de témoins ont déposé et à peu près autant le mercredi 15. Mis à part les témoins favorables à la direction, les autres ont raconté comment Citroën trichait aux élections. Ils ont aussi raconté comment les nervis de la direction quittaient leur poste de travail et allaient agresser les diffuseurs de tracts CGT.

Dans l'usine, beaucoup sont contents car, malgré les pressions et la répression qu'ils encourrent, quelques travailleurs ont pris le risque et ont eu le courage de témoigner contre Citroën.

Concurrence japonaise ou rivalité impérialiste

Tant à propos de la crise de la sidérurgie qu'au sujet de celle de la construction navale, la presse, le gouvernement, les milieux patronaux font état de la concurrence japonaise, qui serait responsable des difficultés de l'économie française. Et ils le font dans des termes qui frisent la xénophobie.

Hué de la Colombe, P-DG d'Usinor, dénonce les « Invasions d'aciels japonais ». Le journal Le Point, lui, évoque carrément le « péril jaune », tandis que France-Soir s'en prend au « mal nippon ».

Il est vrai que, depuis quelques années, les industries japonaises se taillent une place grandissante sur les marchés européens, car elles pratiquent des prix qui défilent toute concurrence, vendent

l'acier jusqu'à 30 % moins cher.

Mais cette situation est le résultat de la concurrence qui existe dans la société capitaliste, où règne le « chacun pour soi » et où les magnats n'hésitent pas à enfoncer le voisin pour avoir le marché.

Cette crise de l'acier aura aussi permis de voir les réactions chauvines et nationalistes de certains journaux et d'hommes politiques qui n'hésitent pas à spéculer sur ce genre de préjugés.

S'il existe un ennemi, ce n'est ni le Japon, ni d'ailleurs un autre pays, mais le système capitaliste. Ce système qui engendre crise, concurrence et dont les travailleurs ont toujours à faire les frais.

Michel RITTER.

Les nouveaux enquêteurs de l'ANPE

Les cinquante enquêteurs chargés de faire la chasse aux chômeurs sont entrés en fonction.

Une note émanant de la Direction générale de l'Agence nationale pour l'emploi précise ce qu'elle attend de ses enquêteurs :

« 1) Objectif : contrôler la situation des demandeurs d'emploi, notamment celle des bénéficiaires d'une indemnisation réglementaire ou contractuelle, ou d'une garantie des droits sociaux. »

En clair, ceux qui sont visés sont ceux qui touchent une indemnité quelle qu'elle soit, mais aussi ceux qui ne touchent plus rien, mais que

leur inscription comme demandeurs d'emploi couvre auprès de la Sécurité sociale.

2) Tâches de l'enquêteur : Il aura accès à tous les dossiers et décidera de son propre chef de sa victime... Il dispose de pouvoirs importants :

— Visite dans les Agences locales pour l'emploi ;

— Convocation des chômeurs ;

— Visite au domicile de l'intéressé ;

— Visites auprès des anciens employeurs et des employeurs présumés en cas de travail « clandestin ».

Dans ces deux cas, il aura accès aux livres de paye, aux registres d'embauche, etc.

Il pourra même s'informer auprès de tous les organismes (Sécurité sociale, Chambres des métiers, du commerce, etc.).

Outre la convocation, une vérification au domicile est possible. Et la note stipule que l'enquête peut donner lieu à des filatures !

Et ce qui couronne le tout, c'est que ces nouveaux flics seront assermentés par décret au début 1977.

Le but du gouvernement est clair : supprimer le maximum de garanties dont bénéficiaient les travailleurs privés d'emploi, et cela même au moment où il autorise les patrons à jeter de nouveaux travailleurs à la rue.

LA BELLE JARDINIÈRE EN GRÈVE

Le juge du tribunal des Référé de Paris s'est prononcé mercredi 22 décembre contre les licenciements de 62 employés de la Belle Jardinière. Quant à l'occupation des locaux, il a considéré que c'était un moyen pour le personnel de pouvoir faire pression pour négocier. Mais il fallait quand même que les grévistes évacuent les locaux avant mercredi soir.

Il faut dire que, face aux frères Willot qui viennent de faire main basse sur la Belle Jardinière en même temps qu'ils annonçaient 62 licen-

ciements, les travailleurs n'ont pas eu d'autre choix que l'occupation des locaux qu'ils ont commencée le 16 décembre.

Ces licenciements sont d'autant plus scandaleux que les nouveaux patrons veulent mettre sur le pavé des travailleurs qui, pour certains, ont plus de trente ans de maison, pour des salaires qui parfois n'atteignent même pas 2 000 F.

Les travailleurs et les travailleuses de la Belle Jardinière ont décidé de continuer la grève, et ils ont raison : c'est la seule solution pour eux.



Amaury propose de reclasser six travailleurs

Depuis la nomination d'un médiateur par le gouvernement, pour trouver une solution au conflit du *Parisien libéré*, Amaury continue sa politique de fermeté. Les seules propositions qu'il vient de faire, c'est d'embaucher moins d'une dizaine de travailleurs dans des imprimeries de province, alors qu'il y a plus de 500 licenciés.

Cette quatrième entrevue n'aura pas plus fait avancer les choses que les précédentes et il y a fort à parier que les prochaines ne débloquent pas la situation. Amaury, ce patron qui a décidé de mener l'épreuve de force contre les travailleurs du *Parisien libéré*, persiste dans sa position et n'a pas l'intention d'en démordre. Quant au gouvernement, dans cette affaire, s'il a fait un geste en nommant un médiateur face aux réactions des travailleurs après l'évacuation des grévistes par la police, il est du côté d'Amaury et ce n'est pas de lui non plus que viendra la solution.

Non, jusqu'au bout, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux, sur leurs actions, leur volonté d'aboutir. D'ailleurs, le syndicat du Livre a annoncé qu'il allait continuer à organiser des actions. Pour les travailleurs, face à un patron de combat comme Amaury, il n'y a pas d'autre choix.

Pierre PLUMIER

ASSURANCES ABEILLE-PAIX (GROUPE VICTOIRE)

Une semaine de lutte

Depuis deux ans les compagnies d'assurances « l'Abeille » et « la Paix » sont en cours de fusion. Celle-ci est maintenant terminée et, à cette occasion, la direction a procédé à une distribution exceptionnelle de 13,5 milliards d'A.F. aux actionnaires. Parallèlement, c'est en tout et pour tout 0,4 milliard qu'elle attribuait aux 2 500 employés et cadres au titre de « prime de fusion », soit environ... 35 fois moins qu'aux actionnaires !

Cette comparaison et le fait que la prime était doublement hiérarchisée (par grade et par ancienneté) nous ont révoltés. Dès qu'ils ont eu connaissance du montant, employés et cadres du secteur « Vie » ont débrayé à 90 % pour manifester à la direction.

Le lendemain, à l'appel des sections syndicales CGT et CFTD,

nous nous sommes retrouvés 600 employés du secteur IARD (Incendie, auto, risques divers) pour manifester dans les couloirs de la direction. Et pendant une semaine, des débrayages sont prévus tous les jours, reconduits en assemblée générale.

Mercredi 15 après midi, ayant appris qu'une réunion d'actionnaires se tenait, nous avons investi les locaux et les avons occupés toute l'après-midi. « 250 F uniformes », « augmentez nos salaires », « les actionnaires au boulot » étaient repris en chœur. L'ambiance était chaude et la réunion d'actionnaires n'a pas eu lieu.

Tout au long de la semaine, la participation du personnel à l'action est restée pratiquement constante, entre 400 et 500 personnes après le premier jour. Mais jeudi, la direction renouvelait son refus

des revendications. Ce refus semblait ferme et il apparaissait qu'il faudrait sans doute aller plus loin pour obtenir satisfaction. La plupart d'entre nous n'étaient pas décidés à continuer, pensant qu'il serait difficile désormais de faire céder la direction. Et notre action s'est donc arrêtée là. Cependant, si nous n'avons pas obtenu satisfaction, pas démoralisés, au contraire, nous étions

quand même tous bien contents d'avoir su dire à la direction ce que nous pensons d'elle et de ses aumônes. En plus, elle a quand même dû céder sur un point : le non-retrait des heures de grève sur le salaire, ce qui n'est certes pas dans ses habitudes !

Aussi, le moral est bon et nous nous sommes donné rendez-vous au mois de janvier pour l'augmentation des salaires en 1977...

A force d'écraser les salaires, Mammouth en a été pour ses frais

Les clients qui faisaient leurs courses vendredi 18 novembre à l'hypermarché « Mammouth », route de Laval près de Toulouse, ont eu droit à une remise assez exceptionnelle, les caissières s'étant mises en grève par surprise vers 21 h 45, pour obtenir une augmentation de salaire. Le directeur eut beau dire à son aimable clientèle de sortir par la porte centrale en laissant les caddys, l'ensemble des clients, mis à part six, dont on ne sait s'ils étaient

particulièrement « honnêtes » ou particulièrement craintifs, sont non seulement sortis avec leurs marchandises, mais au passage, ils ont rempli les chariots à ras bord.

Le directeur a évalué la perte à 150 000 F. Les hypermarchés « Mamouth », comme toutes les grandes surfaces, ne parviennent à écraser les prix qu'en écrasant d'abord les salaires de leur personnel. Pour une fois, cela s'est retourné contre eux.

Au pilori

Depuis près d'un an, le directeur général du CHR de Rennes, M. Mufragi, est en procès avec le *Clampin libéré*, journal satirique du Nord. Celui-ci avait, dans un article, mis en cause la gestion de M. Mufragi quand il était au CHR de Lille, dénonçant des marchés passés de gré à gré sans adjudication et des détournements de fonds.

Piqué dans son orgueil, M. Mufragi a attaqué en diffamation. Aujourd'hui, il doit le regretter. Après avoir obtenu du ministère de la Santé l'autorisation de témoigner au procès, le trésorier payeur principal du CHR de Lille a accablé M. Mufragi : « Il est exact, a-t-il dit, que M. Mufragi a favorisé certaines entreprises lors de la rénovation du CHR. Il a conclu des marchés désavantageux pour l'hôpital. Il était très lié à une entreprise qu'il a fait bénéficier d'un marché mirifique.

Plusieurs membres de sa famille ont trouvé du travail au CHR. Il a utilisé des fonds de fonctionnement pour la rénovation de son pavillon d'habitation, dont le coût a été multiplié par trois entre le devis de départ et la facture finale et ce, dans le but de couvrir des frais personnels. (...) Tout ceci a été fait au détriment des équipements hospitaliers ».

Ce qui est étonnant dans cette affaire, ce n'est pas les forfaits de ce directeur. Ils étaient connus. M. Mufragi a été sanctionné... par un blâme et une mutation à Rennes, après une inspection de la Cour des Comptes ! Non, ce qui est étonnant, c'est que ça se sache. Voilà en tout cas un petit scandale qui permet de lever un petit coin du voile derrière lequel se cachent les petits et les gros parasites de la société.

Un patriotisme rentable

Ouf, on a eu chaud ! Le grand cru de Médoc Château-Margaux, qui avait failli être racheté par un groupe américain, restera français. C'est la société Félix Potin qui a accompli cet acte héroïque et ô combien patriotique en rachetant cépages et stocks à l'ancien propriétaire, la famille Ginestet, qui avait quelques ennuis avec le fisc.

Il faut cependant dire que le Château-Margaux est un grand cru qui se vend très bien et que les 75 millions que Félix Potin a mis dans l'affaire lui feront rapidement beaucoup de petits.

Comme quoi l'intérêt national rejoint souvent l'intérêt du Capital.

P.L.

LIVRES LIVRES

Quelques livres parmi beaucoup d'autres, à lire, à offrir ou à... se faire offrir

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était,

de Simone Signoret - Editeur Robert Lafont - 35 F.

Un livre sincère et attachant : tous les événements qui ont marqué la vie politique depuis trente ans trouvent ici leur écho. Signoret s'y définit par rapport au Parti Communiste.



Le bon plaisir,

tome III de Les hommes de la liberté, de Claude Manceron - Editeur Lafont - 59 F.

Fait suite aux deux premiers de la série : Les vingt ans du roi et Le vent d'Amérique.

A travers portraits, récits et anecdotes se dessinent et s'animent les raisons politiques, économiques, sociales, scientifiques et philosophiques qui ont amené la grande Révolution française et formé ses dirigeants.

Mémed le faucon

de Yachar Kemal - Ed. Gallimard - 49 F.

Comme dans Mémed le mince, l'auteur évoque la lutte des paysans turcs contre leur agha, symbole de l'autorité et de l'oppression.

Le petit octobre,



de Jacqueline Dubois, chez J.C. Lattès - 35 F.

Les souvenirs d'enfance de J. Dubois dans l'URSS du stalinisme montant.

Le grand capitaine,

de J.F. Rolland - Ed. Grasset - 39 F.

Le récit d'une mission militaire française au Tchad au siècle dernier. La colonisation racontée avec ses atrocités, ses folies, ses rivalités.

La promenade des Anglais,

de Max Gallo - Ed. Lafont - 49 F.

On y retrouve les frères Revelli, héros de La baie des anges et du Palais des fêtes. Evocation de l'après-guerre en France jusqu'à Mai 68.

Blanqui l'insurgé,

de Alain Decaux - Librairie Académique - 65 F.

Une évocation chaleureuse du vieux militant révolutionnaire.

POUR S'AMUSER :

Sens dessus dessous,

de Raymond Devos - Ed. Stock - 38 F.

Les sketches qui nous ont fait rire.

J'ai peur,

de Jacques Martin - Ed. La table ronde - 39 F.

Des réflexions pleines de drôlerie.

Le gruyère qui tue,

de Pierre Dac et Francis Blanche - Ed. J.C. Lattès - 42 F.

Le troisième tome de la série Signé Furax. Avis aux amateurs.

PLUS SERIEUX :

Les questions du mode de vie,

de Léon Trotsky - Coll. 10/18 - 10 F.

Ecrit pour les militants russes. Comment agir pour transformer les mentalités et lutter contre les déformations bureaucratiques. Ni prêches, ni recettes, un livre d'intervention qui est aussi un exemple de méthode de raisonnement.

Te voilà un ennemi de la Constitution,

de Peter Schneider - Coll. Lettres étrangères - Ed. Flammarion - 30 F.

La chasse aux sorcières en RFA. Un livre d'actualité.

THEATRE

La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit entre ses bras

● A la Cartoucherie de Vincennes, une troupe de jeunes comédiens a entrepris de nous raconter les luttes qui se sont déroulées depuis 1968 dans un certain nombre d'entreprises qui voulaient fermer leurs portes. Le point de départ, c'est la décision de fermer l'usine, de démonter les machines et de licencier les travailleurs.

Mais voilà que ces travailleurs qu'on voulait jeter à la rue sans autre forme de procès ne se laissent pas faire. Voilà qu'ils décident de s'opposer par la force au démantèlement des machines en campant sur place, en occupant leur entreprise.

Bien sûr, la première motivation, c'est la défense de leur gagne-pain. Mais il y a autre chose aussi, le sentiment des travailleurs que l'usine leur appartient un peu, qu'ils sont capables de la faire marcher face à des patrons qui ont démissionné devant leurs responsabilités.

Ce sont ces luttes que les comédiens de la troupe du Théâtre de l'Aquarium ont entrepris de nous raconter. Pour cela, ils sont allés sur place à Lip, chez Imro, chez Réhault. Ils ont fait parler les travailleurs de leur vie à l'usine et à la maison. Et puis, avec tout ce matériel vivant de témoignages, ils ont inventé des saynètes, des chansons, des pantomimes. Sur une scène rectangulaire avec pour seul décor une dizaine de chaises, ils rendent compte de tout cela avec beaucoup de justesse et de poésie.

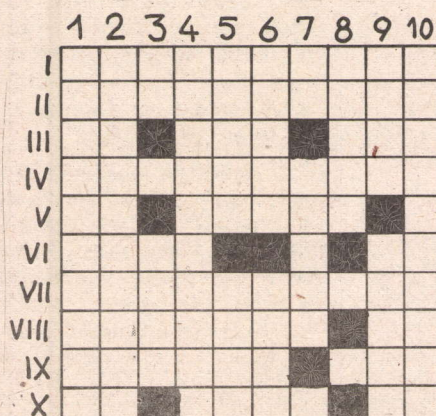
Tel acteur et sa chaise évoquent la grille de l'usine, cette grille qui en a tant vécu, côté usine et côté rue, surtout les jours de grève. Tel autre acteur joue les machines : les neuves qui accomplissent leur tâche en silence, mais aussi les vieilles qui ne font pas du beau travail mais s'entendent si bien avec l'ouvrier et entretiennent avec lui un dialogue en forme de scène de ménage.

Et tout au long de la pièce se succèdent ces petites scènes vraies et émouvantes, et où la politique n'est pas absente. On y écartonne au passage toutes les personnalités, élus locaux compris, qui font semblant de se mobiliser pour lutter contre les licenciements : les dirigeants syndicaux, qui, placés si loin de la base (les pieds), finissent par l'ignorer : tous ceux qui croient qu'il suffit d'avoir rassemblé un beau et volumineux dossier pour avoir gain de cause : ou encore ceux qui croient dans les élections et sont prêts à toutes les compromissions pour faire le plein des voix.

Au total, deux heures de spectacle où l'on sourit souvent et où l'on applaudit bien chaleureusement.

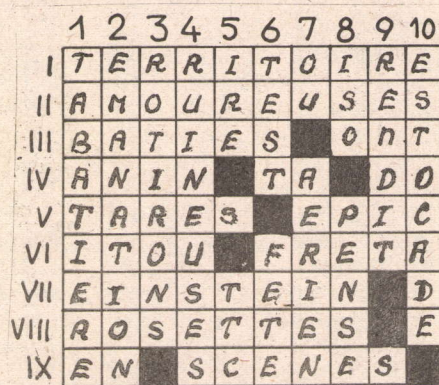
Sylvie FREJUS

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Pour onduler. — II. Permet de mettre le pied à l'étrier. — III. Parcouru - Vêtement coupé - Se fait dans les règles. — IV. Fournit les bars. — V. Article étranger - Tout petits. — VI. Chef d'Etat étranger - Pour mettre Paris en bouteille. — VII. Un liquide peut y entrer. — VIII. N'a pas sa place à la campagne - Sa responsabilité peut être limitée (sigle). — IX. On la lève à la fin - Couvre la lande. — X. Fin d'infinif - Essai - Coordonne.

VERTICALEMENT. — 1. Utile sur un chantier. — 2. Mettre en balance. — 3. On y fait juste trempette - Pour respirer sans boire la tasse. — 4. Tape à l'œil. — 5. N'attire pas l'attention - On y entre pour combattre. — 6. Il a fait fortune aux Indes - Espagnole. — 7. Agent de liaison - Moins on en a, mieux on se porte. — 8. Peu futé. — 9. Décore le bas d'une colonne - Comme un frère. — 10. Ça peut mener loin.



sélection

**Samedi
25 décembre**

ANTENNE 2 - 10 h 20 - Concert : la quatrième symphonie de Beethoven, par l'Orchestre de Radio-France.

ANTENNE 2 - 13 h 45 - L'aube des hommes : les chasseurs des ténèbres. Nos ancêtres qui vivaient, 18 000 à 12 000 ans avant notre ère.

FR3 - 20 h 35 - Théâtre : Chantecler, d'Edmond Rostand, l'auteur de Cyrano de Bergerac. Premier acte de cette fable dramatique, mise en scène par J.-C. Averty, avec une musique de Claude Bolling.

FR3 - 21 h 20 - Opéra-comique : La fiancée vendue, du musicien tchèque Smetana. Dans un village bohémien, les amours contrariés de deux jeunes gens.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Louis Armstrong. Un film TV relatant un épisode de la vie de ce grand musicien du jazz.

**Dimanche
26 décembre**

ANTENNE 2 - 14 h 55 - Film : Les malheurs d'Alfred, de Pierre Richard, avec Pierre Richard et Annie Duperey. Une comédie loufoque.

ANTENNE 2 - 16 h 25 - Des animaux et des hommes. Plusieurs séquences dont l'une évoque les causes de la disparition de certaines espèces animales.

FR3 - 17 h 50 - Méditerranée : l'héritage. Dernière émission de la série consacrée à l'héritage culturel légué par les antiques civilisations méditerranéennes.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Théâtre : Des souris et des hommes, adaptation du roman de John Steinbeck, mis en scène par Robert Hossein. Enregistrée l'an dernier au Théâtre de Paris, cette pièce est à voir.

TF1 - 22 h 15 - Récital Rostropovitch. Le grand violoncelliste interprète des œuvres de Brahms, Chopin, Shumann.

ANTENNE 2 - 22 h 15 - Récital Serge Reggiani, qui chante Moustaki, Villon, Verlaine, etc.

Lundi 27 décembre

ANTENNE 2 - 16 h 55 - Antoine et Antoinette, de Jacques Becker. Ce film populaire, réalisé en 1947, raconte la vie d'un couple d'ouvriers parisiens.

FR3 - 20 h 35 - Film : Certains l'aiment chaud, de Billy Wilder, avec Marilyn Monroe, Tony Curtis, etc. Une comédie irrésistible et un classique du cinéma.

TF1 - 21 h 50 - Petrouchka, Ballet d'Igor Stravinsky.

Mardi 28 décembre

ANTENNE 2 - 10 h 20 - Concert : Roméo et Juliette de Tchaïkovsky, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse.

ANTENNE 2 - 16 h 55 - Film : Le voyage fantastique, de Richard Fleischer. Un film de science-fiction qui propose un voyage extraordinaire à l'intérieur du corps humain.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran proposent un sujet scientifique : De l'animal à la civilisation.

Le débat sera introduit par un excellent film, à ne pas manquer, L'enfant sauvage, de François Truffaut, relatant les efforts d'éducation d'une jeune garçon recueilli au début du 19^e siècle par le docteur Itard, après avoir passé de longues années, absolument abandonné, dans la forêt. A partir de ce récit véridique, le débat sera animé par Lucien Malson, professeur de psychologie sociale, B. Heuvelmans, zoologiste, A. Brosset, directeur de recherches au CNRS, etc.

TF1 - 21 h 25 - Raymond Devos. Le comédien nous parle de lui et propose des extraits de ses sketches.

**Mercredi
29 décembre**

ANTENNE 2 - 15 h 15 - Opéra sauvage. Une série documentaire de Frédéric Rossif, sur les animaux du Venezuela.

ANTENNE 2 - 16 h 55 - Film : Les Belles de nuit, de René Clair, avec Gérard Philipe. Les amours et les aventures imaginaires d'un jeune professeur de musique.

TF1 - 20 h 30 - Le jeune homme et le lion. La seconde partie de ce film de Jean Delannoy, retraçant la première partie du règne de Charlemagne d'une façon intéressante et vivante qui fait aimer l'histoire.

FR3 - 20 h 35 - Film : Hello Dolly ! de Gene Kelly. Une comédie musicale américaine, avec Barbara Streisand.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Spécial Journal A 2 : Tant que les hommes auront faim. Une émission consacrée aux horreurs de la malnutrition dans le monde, malnutrition qui concerne un milliard d'hommes.

Jeudi 30 décembre

ANTENNE 2 - 16 h 55 - Film : Boulevard du Crépuscule, de Billy Wilder, avec Gloria Swanson, W. Holden et Eric Von Stroheim. Le drame d'une actrice déchu.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Le grand échiquier, de Jacques Chancel, consacré au grand pianiste Arthur Rubinstein.

TF1 - 22 h 40 - Hommage à Nijinsky. Les exploits de ce

célèbre danseur, sur des musiques de Debussy, Berlioz, Stravinsky.

**Vendredi
31 décembre**

ANTENNE 2 - 10 h 20 - Concert : Quatrième symphonie de Tchaïkovski, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse.

ANTENNE 2 - 11 h 25 - Apostrophes : Muhammad Ali, champion du monde des poids lourds sous le nom de Cassius Clay. Pour parler de sa vie sont réunis Jean Cau et des journalistes sportifs.

ANTENNE 2 - 16 h 55 - Film : Drôle de drame, de Marcel Carné, avec Michel Simon, Louis Jouvet, J.-L. Barrault, Françoise Rosay. Un classique qu'il faut avoir vu.

FR3 - 20 h 30 - Opéra-bouffe : La vie parisienne, d'Offenbach. Une comédie mise en musique, dans le Paris du Second-Empire.

ANTENNE 2 - 22 h - Parlons, chantons, dansons : show Jacques Martin. Pour rire.

TF1 - 22 h 30 - Show Jerry Lewis : un spectacle déliant et inénarrable.

Samedi 1^{er} janvier

FR3 - 17 h - Film : La prise du pouvoir par Louis XIV, de Rossellini.

Dimanche 2 janvier

ANTENNE 2 - 14 h 55 - Film : French Cancan, de Jean Renoir, avec Jean Gabin et F. Arnould.

TF1 - 17 h 50 - Film : La glorieuse aventure, de H. Hathaway.

FR3 - 22 h 20 - Film : La charge fantastique, de R. Walsh.

Edvard Munch

La danse de la vie

de Peter WATKINS

Ce très beau film de Peter Watkins recrée la vie et l'œuvre du peintre norvégien Edvard Munch, contemporain des Impressionnistes et qui, comme eux, apporta à la fin du siècle dernier de profonds bouleversements dans la peinture.

C'est un très beau film sur un peintre et la création artistique. Mais il est très lent et un peu long — trois heures. On peut donc avoir du mal à se laisser entraîner dans « la danse de la vie ». Mais on ne le regrette pas.

Gaston DEVAU

Le réalisateur regarde le monde comme pouvait le ressentir un artiste de l'époque. Ses paysages vibrants de lumière rappellent ceux de Monet, ses foules vives et bariolées celles de Manet, ses personnages féminins rappellent ceux de Renoir. Il manie sa caméra comme les Impressionnistes jouaient de leur palette.

A cette atmosphère éclatante de couleur et de sensualité, Munch reste étranger dès son enfance. Le cinéaste nous le fait toucher des yeux : le peintre, lui, voit les choses en gris et en noir, en souffrance et en désespoir. Sa famille est tuberculeuse, ses proches meurent les uns après les autres ; son père impose une morale austère. Munch s'isole. Plus tard, auprès de la bohème artistique ou de la femme qu'il aime, il se sentira toujours étranger et lointain.

Et dans les toiles qu'on le voit peindre avec acharnement, il gomme tous les détails inutiles pour ne laisser apparaître que ce qui est essentiel à ses yeux : la souffrance, le désespoir, la peur de la maladie et de la mort, plus tard le cri angoissé de l'homme seul, dans des œuvres de plus en plus bouleversantes.



Les comédiens de la télévision toujours en grève

Le conflit dure depuis cinq semaines entre les directeurs de TF 1 et d'Antenne 2 et les comédiens. Les négociations en sont toujours au point mort. D'ores et déjà, le programme de fin d'année est compromis, car un certain nombre d'acteurs-interprètes se sont solidarisés avec les grévistes. Ainsi, des émissions initialement programmées et que nous mentionnons dans notre sélection — en particulier le récital Serge Reggiani du dimanche 26 décembre — risquent de ne pas avoir lieu.

A l'origine du conflit, il y a de la part des comédiens une revendication simple : toucher leur part à chaque rediffusion de l'œuvre enregistrée à laquelle ils ont participé. Il s'agirait en quelque sorte de droit « d'acteur » semblable au droit d'auteur perçu dans la profession littéraire.

Ce type de droit est évidemment très marqué par la notion de propriété qui sévit dans notre société, y compris dans le domaine de l'art. Mais le problème n'est pas là. Le problème est

que désormais les émissions de télévision vont être commercialisées par Hachette sous forme de vidéo cassettes et que l'on voit mal pourquoi les comédiens ne bénéficieraient pas d'une forme de diffusion massive et de ses ressources adéquates.

D'autant plus que la profession de comédien est en permanence touchée par le chômage et que même pour les grandes vedettes il n'y a pas, et pour cause, de sécurité d'emploi.

Les comédiens se défendent. Ils ont raison.

KING-KONG

de Dino

de LAURENTIS



Le nouveau *King-Kong* vient de sortir, le nouveau, car ce film de Dino de Laurentis reprend presque intégralement le thème de la première version parue en 1933.

L'histoire, elle est connue, c'est une histoire d'amour entre un gorille géant et une frêle jeune fille.

Des prospecteurs d'une firme pétrolière, la « Pétrox », pensent trouver dans une île du Pacifique un fabuleux gisement. Mais à défaut de pétrole, c'est King-Kong qu'ils découvrent. Alors leur vient l'idée de se servir du singe à des fins publicitaires. Si certains ont pu faire de fabuleux profits avec la formule « Mettez un tigre dans votre moteur », pourquoi ne pas penser qu'avec un tel gorille, fortune est faite.

Seulement voilà, King-Kong, lui, n'a pas le sens des affaires. Et n'écoulant que son cœur il s'en va rechercher sa dulcinée, semant du haut de ses quinze mètres terreur et désastres. Finalement, incompris par les hommes, il sera abattu après une lutte acharnée.

Un singe de quinze mètres de hauteur, animé par cinquante véryns, 1350 mètres de fil électrique, tel est le gadget de ce film. On nous invite à venir l'admirer, à venir nous extasier devant cette main qui peut prendre seize positions, devant ce visage pouvant rendre sept expressions différentes.

C'est d'ailleurs bien pour cela que l'on va voir King-Kong: dommage seulement qu'il faille at-

tendre la dernière partie de la projection pour voir apparaître le « monstre ».

Et il faut bien l'avouer, le jeu, la présence du singe sont tels qu'il finit par effacer, voire écraser ses autres partenaires...

Georges LATTIER

Affreux, sales et méchants

d'Ettore SCOLA

Dans un bidonville de la banlieue romaine, une famille s'entasse dans une misérable baraque. Tout manque et d'abord l'argent. Mais justement, le père de la famille vient de toucher un million de lires d'indemnités pour la perte de son œil brûlé au travail. Au degré de misère où ils en sont, ce million représente une fortune, la possibilité d'accomplir les pauvres rêves de chacun. Mais le père ne veut pas céder un centime de ce million. Il le garde, il le cache, il n'a peur que d'une chose : qu'on le lui vole. Et c'est bien ce qu'essaient de faire, tout à tour ou tous ensemble, les membres de sa famille.

On le voit, le thème du film n'a rien de réjouissant. Le film lui-même non plus et on n'y re-

trouve rien de l'humour, de la tendresse, de la chaleur qu'il y avait dans le précédent film d'Ettore Scola : « *Nous nous sommes tant aimés* ».

Affreux, sales et méchants, ils le sont tous plus ou moins dans ce film, mis à part les enfants que l'on parque chaque matin derrière les grilles d'une sorte de poulailler. La promiscuité, la misère physique et morale engendrent les comportements brutaux, cyniques, inhumains.

Certes, le monde que décrit Scola, cinéaste de gauche, est bien réel. Mais pour affirmer que les travers de la société bourgeoise se retrouvent dans tous les milieux, y compris ceux qui se trouvent au plus bas niveau de l'échelle; pour prouver que la misère déshumanise tous les êtres

qu'elle frappe; pour dénoncer l'existence même de ces conditions de vie révoltantes, encore aurait-il fallu que Scola ne fasse pas montre de complaisance vis-à-vis de la misère qu'il décrit, encore aurait-il fallu qu'il ne distille pas un humour noir visant à faire rire aux dépens des victimes.

Cet humour sur la vie du sous-prolétariat des bidonvilles ne passe pas. On ne parvient pas à prendre suffisamment de distance avec les personnages et l'action pour pouvoir en rire. C'est ce qui rend ce film pénible, même si, par bien des côtés, il nous montre des conditions de vie qui, pour être révoltantes, n'en sont pas moins réelles.

J.L.

Un mari, c'est un mari

de Serge FRIEDMAN

Ce film est une adaptation du roman de Frédérique Hébrard qui joue elle-même dans le film le rôle principal.

Une petite bourgeoise excédée de son rôle de servante quitte le domicile conjugal pendant trois jours et fait une fugue au Graud-Roi, laissant à son chef d'orchestre de mari les enfants et la maison de campagne. On assiste alors à quelques scènes où le mari est bien obligé de se dé-

brouiller seul avec les tâches ménagères et les enfants.

Mais n'ayez pas peur, la morale finit par triompher : la petite ménagère rentre au foyer pour remettre de l'ordre. Ce film se termine par le baiser conjugal. Tout est bien qui finit bien, reste à savoir pour qui : le mari peut à nouveau vaquer à ses occupations et faire de la musique; quant à la femme, elle retrouve ses torchons et ses casseroles... Et cela

semble bien être la seule chose que l'auteur du livre propose aux femmes.

Bref un film qui, sous des allures féministes, ne vise qu'à remettre les femmes à la place où, de tout temps, les réactionnaires les ont assignées : à l'office.

Un film que l'on peut très bien se passer de voir.

P.P.

sélection

FILMS RECENTS

1900 2° partie : Paysans et maîtres dans un petit village italien pendant la période fasciste et la Libération.

Templiers (3°) - Saint-Germain Studio (5°) - Trois Haussman (9°) - Calypso (17°).

BARRY LINDON : Une évocation de la société britannique au XVIII° siècle. Impérial (2°) - Hautefeuille (6°) - Gaumont Champs-Élysées (8°) - Gaumont Sud (14°).

MONSIEUR KLEIN : En 1942, à Paris, un riche amateur d'art alsacien va devenir victime des persécutions antisémites.

U.G.C. Opéra (2°) - Marbeuf (8°).

VOYAGE AU BOUT DU MODE : Une aventure de Cousteau avec la « Calypso » dans l'Antarctique. Un merveilleux voyage.

Rex (2°) - U.G.C. Opéra (2°) - Cluny Ecoles (5°) - Ermitage (8°) - Marbeuf (8°) - Bienvenue (15°) - Tourelles (20°).

WINSTANLEY : La révolution anglaise du XVII° siècle vue au travers d'une communauté paysanne. Olympic (14°).

LA VICTOIRE EN CHANTANT : Les répercussions de la guerre de 14-18 dans deux villages d'Afrique où se trouvent des Français et des Allemands, menant la guerre à leur façon par l'intermédiaire d'Africains. Un film drôle montrant l'absurdité de la guerre mais aussi la réalité du colonialisme. Le Seine-Studio (5°).

UNE VIE DIFFICILE : Au début de la Deuxième Guerre mondiale, les péripéties

d'un militant du PCI pris entre sa vie personnelle et son activité militante. Avec toutes les illusions qui ont existé pendant ces années. Un film drôle et touchant. Studio Logos (5°).

FILMS A REVOIR

CABARET : Une histoire d'amour dans l'Allemagne de 1933, juste avant la prise du pouvoir par Hitler. Chatelet Victoria (1°).

LA SOLITUDE DU CHANTEUR DE FOND : La préparation par Yves Montand du gala qu'il a donné en 1974 au profit des réfugiés chiliens. Ceux qui aiment le voir chanter apprécieront.

Saint-André des Arts (6°).

CHANTONS SOUS LA PLUIE : Un des chefs d'œuvres de la comédie musicale américaine.

Elysées-Point Show (8°).

L'ENFANT SAUVAGE : L'histoire de Victor de l'Aveyron, un enfant sauvage, racontée par Truffaut.

Studio Cujas (5°).

FESTIVAL BUSTER KEATON : Ceux qui aiment cet acteur du muet pince-sans-rire verront et reverront ses films.

Studio Bertrand (7°).

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX : Un marathon de danse dans les années 1930, en pleine crise aux Etats-Unis.

La Clef (5°).

LE SHERIF EST EN PRISON : Une parodie de western qui se moque du justicier. Le sherif est un jeune Noir, les indiens parlent yiddish. On rit beaucoup de la bonne morale américaine.

New Yorker (9°) - Saint-Ambroise (11°) - Boîte à films (17°).

Espagne

L'arrestation de Santiago Carillo, ou les limites de la libéralisation Juan Carlisle

● Santiago Carillo, secrétaire général du Parti Communiste d'Espagne, a été arrêté à Madrid, dans la rue, le mercredi soir 22 décembre, alors qu'il se rendait à une réunion.

Sept autres membres du comité exécutif du PCE ont été également arrêtés. Pour ces derniers, il semble qu'il s'agisse seulement d'une vérification d'identité.

Pour Santiago Carillo il en sera certainement différemment, car le gouvernement de Juan Carlos veut en faire un exemple. Il veut démontrer qu'il contrôle la vie politique du pays et que l'évolution de l'Espagne vers une certaine démocratisation ne peut se faire que d'une façon voulue et contrôlée par lui.

Depuis la mort de Franco, c'est ce principe qui guide les tenants du pouvoir. Le gouvernement de Juan Carlos a fait approuver par référendum le 15 décembre la mise en place d'assemblées législatives élues, mais il n'accorde pas pour le moment au Parti Communiste Espagnol le droit d'exister légalement. Le PCE mène tout un combat pour son existence et sa reconnaissance. Et c'est pourquoi les dirigeants du PCE, dont Santiago Carillo, qui sont revenus en Espagne depuis la mort de Franco, y vivent plus ou moins clandestinement depuis plusieurs mois et participent directement à la vie politique du pays.

Le vendredi 10 décembre, Santiago Carillo avait donné en plein cœur de Madrid, devant soixante-dix journalistes espagnols et français, une conférence

de presse au cours de laquelle il avait confirmé qu'il vivait clandestinement en Espagne depuis dix mois. Le ministère de l'Intérieur ne pouvait laisser passer ces déclarations sans intervenir et lançait immédiatement un mandat d'arrêt.

Mais il est certain que le gouvernement ne voulait pas que cette arrestation intervienne à la veille du référendum, jour où il demandait aux électeurs de voter « oui » à sa politique de libéralisation.

Santiago Carillo a été arrêté une semaine après. Sera-t-il expulsé de son pays ou servira-t-il d'otage au gouvernement espagnol pour un échange éventuel avec Antonio Maria de Oriol, président du Conseil d'Etat enlevé par des membres du GRAPO quelques jours avant le référendum, cela est possible.

Le gouvernement de Juan Carlos a montré une fois de plus son vrai visage de pouvoir fondamentalement réactionnaire.

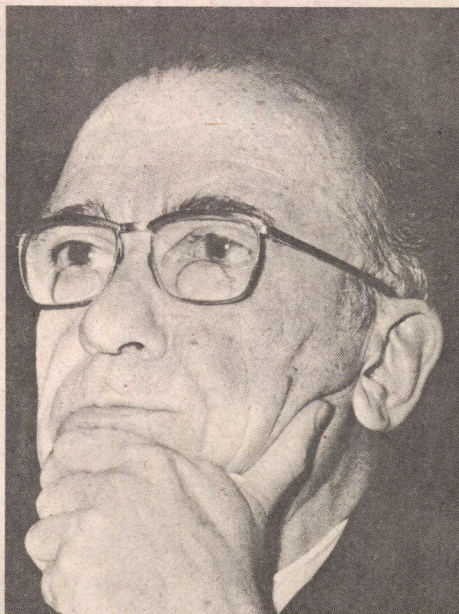
Mais toute l'opposition espagnole est indignée par de pareils procédés. Des manifestations sont convoquées tant à Madrid qu'à Barcelone. Des grèves de protestation sont prévues dans plusieurs secteurs des Asturies.

Des messages, des télégrammes sont envoyés à la présidence du gouvernement.

Il ne saurait y avoir de démocratie en Espagne tant qu'il n'y aura pas la liberté de s'organiser et de s'exprimer pour tou-

te organisation d'opposition. Mais cette liberté ne peut être « accordée », il faut qu'elle soit acquise par la population travailleuse. Et cela fait partie des combats à venir.

F.M.



(AFP)

Sur les docks de Barcelone

Depuis le début de décembre, les dockers de Barcelone font grève pour protester contre les sanctions qui touchent sept de leurs camarades. Chaque jour, à l'appel des délégués et après une assemblée, ils quittaient le travail. Lundi 13 décembre, la direction décida de leur interdire l'entrée du port et de recruter des jaunes principalement parmi les chômeurs et dans les quartiers pauvres. Loin de démoraliser les grévistes, ces mesures eurent pour effet de les mobiliser. Depuis lundi, tous les jours, le matin et le soir les grévistes forment deux groupes d'environ huit cents personnes qui repèrent les jaunes et cherchent à les dissuader de tenter de briser la grève. Les grévistes vont aussi dans les quartiers où la direction recrute les jaunes. Deux commissions ont été fondées pour organiser la solidarité et l'information. Tous les jours, des assemblées animées ont lieu dans l'église du quartier, seul lieu de réunion des grévistes.

Vendredi 17, les femmes et les enfants sont descendus dans la rue avec des pancartes et ont manifesté jusqu'au siège du gouverneur. Leur passage soulevait l'émotion de beaucoup d'hommes et les femmes étaient fières d'avoir manifesté. Maintenant, la grève est vraiment devenue l'affaire de tout le quartier.

Après cette manifestation, la direction a réouvert le port, mais les grévistes ne sont pas rentrés et lundi tout le quartier était appelé à manifester : 10 000 personnes étaient dans la rue avec les 1 800 dockers; la grande majorité d'entre eux manifestaient pour la première fois.

A travers la grève, à travers les manifestations, nombreux sont ceux qui réalisent que la lutte est possible. Au lendemain de la manifestation, la direction menace de licencier les grévistes et d'embaucher des travailleurs à l'extérieur, mais aux dernières nouvelles elle est loin d'être venue à bout de la grève.

Quand Mario Soares cherche des références

Le Premier ministre portugais, Mario Soares, vient de faire un voyage au Brésil.

Les relations entre les deux pays, qui ont en commun, en plus de la langue, un grand nombre de liens économiques et humains, semblaient s'être ralenties depuis deux ans. Des oppositions politiques profondes paraissaient séparer la dictature militaire brésilienne, l'une des plus féroces d'Amérique Latine, du nouveau gouvernement portugais, issu des événements du 25 avril. D'autant que le Brésil s'était fait fort d'être la terre d'asile de tous les opposants au nouveau régime, de Caetano à Spínola en passant par tous les réfugiés liés, de près ou de loin, à l'ex-dictature portugaise.

Malgré ce qui semblait être un lourd contentieux, voire un fossé infranchissable, le socialiste Soares vient d'être reçu par le gouvernement brésilien. Et, si l'on en croit la presse brésilienne, il a conquis tout l'éventail de l'opinion politique officielle, qui au Brésil se réduit à la droite et à l'extrême-droite.

Et pour ce faire, Soares a affiché sans fard les fondements de sa politique. C'est lui et son parti qui, a-t-il expliqué, ont décelé et devancé la conspiration communiste ourdie pour s'emparer de Lisbonne. Ce que les réactionnaires de Brasilia ont donc triomphalement applaudi, ce sont les propos de cet homme qui se présente comme ayant paré à un nouveau « coup de Prague ».

Mais le voyage du Premier ministre portugais avait aussi des buts bien concrets et, parmi ceux-ci, celui de tenter de convaincre les nombreux cadres, émigrés après le 25 avril, qu'ils pouvaient revenir au Portugal, étant donné la tranquillité politique et sociale qui commence à y régner.

Ainsi, c'est le langage de l'anticommunisme que Soares a tenu au Brésil.

Irène BROSSARD

Portugal

Les paysans mobilisés Contre la restitution des terres

Pour protéger le domaine d'un propriétaire anglais auquel il avait rendu une partie de ses terres et de son matériel, le gouvernement Soares a dépêché fusiliers marins, parachutistes, hélicoptères, ainsi qu'un important détachement de la Garde Nationale Républicaine. Accusés de s'être opposés à la dispersion, par les forces de l'ordre, d'une manifestation d'ouvriers agricoles devant cette propriété, trois responsables d'une Unité collective de production (UCP) et deux dirigeants du syndicat des ouvriers de Béja, dans l'Alentejo, ont été arrêtés le 16 décembre, inculpés le 18 « d'appel à la désobéissance collective », puis remis en liberté provisoire.

Depuis la fin du mois de septembre, le gouvernement Soares a entrepris de rendre effectivement certaines terres aux agrariens. D'une part celles occupées « illégalement », c'est-à-dire depuis la promulgation de la loi de réforme agraire du 29 juillet 1975 et non prévues dans cette loi. D'autre part, celles du « droit



Manifestation des travailleurs agricoles de l'Alentejo.

de réserve ». Ce droit, accordé en novembre de cette année, permet aux agrariens de réclamer une part de leurs domaines expropriés légalement.

Plus de 2 000 propriétaires auraient déposé cette demande. Si cet amendement de la loi de 1975 devait être appliqué, il concernerait un tiers des surfaces aujourd'hui exploitées collectivement. Et cela aboutirait à une remise en cause de la réforme agraire. Celle-ci a eu lieu en 74-75 à l'initiative des paysans, elle a été couverte par le gouvernement de l'époque à majorité MFA.

Actuellement, plus d'un million d'hectares ont été ainsi accaparés et légalisés, par la suite, par les paysans pauvres et les ouvriers agricoles. Le 9 décembre, le ministre de l'Agriculture Barreto s'est engagé à poursuivre l'expropriation de 500 000 hectares dans l'Alentejo, mais pas avant le 15 février 1977, et pas avant d'avoir restitué certaines terres aux agrariens.

Manifestement, le gouvernement Soares

joue sur deux tableaux : restitution des terres pour complaire aux agrariens. poursuite légale de la réforme pour satisfaire les paysans.

Mais si la poursuite de la réforme agraire est promise pour demain, les opérations de récupération sont, elles, immédiates. Faites au coup par coup, elles provoquent protestations et manifestations parmi la paysannerie pauvre de l'Alentejo, fief du Parti Communiste qui y contrôle la plupart des UCP.

La résistance de la paysannerie à ces récupérations se fait aussi au coup par coup. Le PC portugais ne cherche pas l'affrontement et, après le dernier événement, il a lancé un appel au calme dans la région.

Mais cette mobilisation, même à caractère limité, peut réveiller un sentiment profond de solidarité dans l'Alentejo et entraîner une détermination suffisante pour faire reculer le gouvernement.

Paul LEMAIRE